

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 252
2 novembre 1987

Il y a vingt ans
tom bait
Che Guevara

ETAT ESPAGNOL
Manifeste
de
la Gauche syndicale

PROCES
DE MOSCOU
Campagne
internationale

AFRIQUE DU SUD
Libérez MAYEKISO !



ECONOMIE
L'ombre de 1929

12 FF-4FS-85FB

Coup d'Etat au Burkina Faso

La chute
de
Thomas Sankara



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Editée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographe.

SOMMAIRE DU NUMERO 252 DU 2 NOVEMBRE 1987

- 3 **IL Y A VINGT ANS**
Il y a vingt ans tombait Che Guevara.
Michaël LOWY
- 4 **L'apport de Che Guevara
au marxisme.**
Michaël LOWY
- 7 **AFRIQUE DU SUD**
Congrès du COSATU
Tony ROUX
- 11 **Libérez Mayekiso.**
Paul SMITH
- 13 **ITALIE**
La FGCI adhère à l'Internationale
socialiste.
Livio MAITAN
- 15 **ETAT ESPAGNOL**
Manifeste de la gauche syndicale.
DOCUMENT
- 17 **BURKINA FASO**
Thomas SANKARA renversé
Claude GABRIEL
- 22 **URSS**
Réhabilitation pénale :
une campagne internationale
- EN BREF...** 
- 23 **ETATS-UNIS : Manifestation contre
la discrimination. SENEGAL :
L'opposition dénonce
le code électoral. FEMMES :
Les Cahiers ont 10 ans.**
- 24 **ECONOMIE**
L'ombre de 1929.
Ernest MANDEL

INPRECOR DE NOUVEAU SUR 28 PAGES

Nous avons trop de choses à vous dire !

Alors, à partir du prochain numéro, nous repassons sur **28 pages**, 4 pages d'information en plus !

Hélas, rien n'est parfait en ce bas monde. Aussi, après la bonne nouvelle, la mauvaise : nos tarifs augmenteront (de façon modeste) à compter du 1er janvier 1988. Car tout augmente, le prix du papier, les tarifs postaux, etc. Nous avons essayé de retarder au maximum cette difficile décision mais en accroissant notre pagination, nous y sommes désormais contraints. Vous aurez deux mois pleins pour apprécier combien **Inprecor à 28 pages** justifie cette petite augmentation.

La revue sera vendue 15 Francs, l'abonnement surface pour tous pays passera de 250 à 280 francs ; l'abonnement par avion de 280 à 310 francs pour l'Europe, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ; de 330 à 360 francs pour l'Afrique et les Amériques ; de 360 à 390 francs pour l'Asie.

Pli fermé : France, 405 francs, autres pays (voie de surface), 430 francs).

Deux petites consolations : d'une part nous vous proposons toujours à compter du 1er janvier une formule d'abonnement **pour six mois** qui vous permettra d'étaler vos dépenses dans l'année : 140 francs pour tous pays par voie de surface et le tarif annuel divisé par deux pour toutes les autres formules (avion ou pli fermé) et, d'autre part, rien ne vous empêche de renouveler votre abonnement avant la fin de l'année au tarif 87, même s'il n'échoit qu'en 1988. Vous ferez une petite économie et nous aurons une avance trésorerie !

ABONNEMENT 25 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90. Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF, Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF, Afrique et Amériques : 330 FF, Asie : 360 FF, Pli fermé : France : 375 FF, Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF, Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.



Il y a vingt ans tombait Che Guevara

Il y a vingt ans, le 8 octobre 1967, tombait dans les montagnes de Bolivie celui qui fut pendant les années 60 le symbole exaltant de l'action révolutionnaire, de l'internationalisme conséquent du communisme véritable : Che Guevara.

Sa vie fulgurante et météorique est celle d'un homme que Sartre avait défini comme "le plus complet de son époque" ; en effet, il étonne par la multiplicité prodigieuse de sa personnalité : médecin et économiste, révolutionnaire militaire et ambassadeur, maniant avec une égale maîtrise la plume et le fusil.

"Che (américanisme) : interjection utilisée pour exprimer la joie, l'admiration, la douleur." (Encyclopédie universelle illustrée, Espasa-Calde).

Michaël LOWY

Né le 14 juin 1928 à Rosario en Argentine, Ernesto Guevara de la Serna a étudié la médecine. Sa première expérience révolutionnaire aura lieu au Guatemala en 1954, quand il essaye, en vain, d'organiser la résistance au coup d'Etat militaire du Colonel Castillo Armas contre le gouvernement démocratique de Jacobo Arbenz.

Emigré au Mexique, il fait la connaissance de Fidel Castro et de ses amis du Mouvement du 26 juillet et décide de participer à leur expédition pour libérer Cuba de la dictature de Fulgencio Batista.

Du Guatemala à Cuba...

Il participe à la guérilla cubaine de la Sierra Maestra, d'abord comme médecin et ensuite comme commandant. Il mène en décembre 1958 la bataille de Santa Clara qui ouvre le chemin à la victoire des révolutionnaires marxistes indépendants. Il prévoit, dès 1959, que la révolution cubaine va se développer de manière "ininterrompue", jusqu'à la destruction des bases économiques et sociales du régime.

Après la chute de la dictature il exerce les fonctions de directeur de la Banque nationale et de ministre de l'Industrie. Il représente le Cuba révolutionnaire à différentes conférences internationales : à Punta del Este (1961), à l'ONU (1964), à Alger (1965), etc.

Ses écrits sur la guerre de guérilla tentent de généraliser pour tout le continent latino-américain l'expérience cubaine ; si l'on peut lui reprocher une surestimation du rôle catalyseur du *foco* (foyer) de guérilla, il faut reconnaître sa clairvoyance sur l'inévitabilité de l'affrontement armé entre

les travailleurs et l'appareil répressif des classes dominantes.

L'expérience du Nicaragua en 1978-79 et celle du Salvador actuellement, montrent à la fois l'importance et les limites de la guérilla rurale.

En 1965, le Che démissionne de toutes ses responsabilités gouvernementales à Cuba, et part pour relancer la lutte révolutionnaire dans d'autres pays. De sa cachette en Bolivie il envoie en 1967 son "Message aux peuples à travers la Conférence Tricontinentale" qui proclame : "*La libération réelle des peuples... prendra inéluctablement en Amérique la caractéristique d'une révolution socialiste... Les bourgeoisies nationales ne sont plus du tout capables de s'opposer à l'impérialisme - si elles l'ont jamais été - et elles forment maintenant son arrière-cour. Il n'y a plus d'autres changements à faire : ou révolution socialiste ou caricature de révolution*". Il rompt ainsi avec l'idéologie réformiste (stalinienne) de la révolution par étapes et avançait une orientation qui coïncidait, pour l'essentiel, avec une stratégie de révolution permanente.

Jusqu'à la Bolivie...

Lorsque la guérilla commence à se manifester en Bolivie, le POR (Parti ouvrier révolutionnaire, section bolivienne de la IVe Internationale) appela les travailleurs à soutenir le Che et ses camarades.

Mais très rapidement le petit noyau de combattants sera décimé et finalement, le 8 octobre 1967, le Che lui-même sera fait prisonnier et lâchement assassiné par des officiers boliviens instruits par la CIA. ■

IL Y A VINGT ANS

L'apport de Che Guevara au marxisme

SELON DES SOURCES bien informées... Guevara est un des agents internationaux du communisme qui agissent clandestinement. (U.S. News and World Report, 9 novembre 1959)

Le mythe du Che-agent-communiste-infiltré-à-Cuba, diffusé par les agences de presse américaines dès la victoire des guérilleros en 1959, n'était que la caricature odieuse d'un fait important : Le Che était devenu marxiste beaucoup plus tôt que la majorité des dirigeants de la révolution cubaine (1).

L'apport du Che au marxisme fut analysé par Michaël Lowy dans un ouvrage intitulé "La pensée de Che Guevara", paru en 1970 chez Maspéro et aujourd'hui épuisé. Nous en reproduisons ci-dessous le premier chapitre.



Michaël LOWY

ON PEUT ETABLIR avec plus ou moins d'exactitude le moment et le lieu où il a "découvert" le marxisme : Guatemala, 1954, sous la double influence de sa femme Hilda Gadea, qui appartenait à l'aile gauche de l'APRA péruvienne, et de l'Alliance de la jeunesse démocratique, organisation de masse liée au Parti guatémaltèque du travail (PGT, nom du PC ndlr), à laquelle il avait adhéré (2). C'est dans la bibliothèque de Hilda et dans celle de l'Alliance qu'il va, pour la première fois, faire la connaissance des écrits de Marx et de Lénine.

Le marxisme comme expérience

Selon le témoignage du Cubain Mario Dalmau qui le connut au Guatemala à cette époque, le Che avait déjà lu "toute une bibliothèque marxiste" et avait "une pensée marxiste très claire" (3). De toute évidence, cette découverte du marxisme ne fut pas, pour le Che, une simple opération intellectuelle et bibliographique, mais aussi le fruit d'une expérience vécue très concrète : celle de la misère et de

l'oppression des masses latino-américaines, dont il fit la connaissance au cours de ses voyages à travers les campagnes du continent : "A cause des conditions dans lesquelles je voyageais, j'étais en contact étroit avec la pauvreté, la faim et la maladie. J'ai découvert qu'il était impossible de guérir des enfants malades à cause du manque de moyens, et j'ai vu la dégradation de la sous-nutrition et de la répression constante." (4). D'autre part, il est probable que la formation marxiste-léniniste de sa pensée a été définitivement cristallisée par cet événement révélateur qui laissera son empreinte sur toute une génération de Latino-Américains : l'invasion du Guatemala par les mercenaires de Castillo Armas en 1954. Carlos Maria Gutiérrez a écrit que Castillo Armas fut le "maître négatif" du Che. En effet, la contre-révolution au Guatemala avait été directement et personnellement vécue par le Che (qui essaya même - en vain - d'organiser des groupes de résistance armée contre les envahisseurs) et elle lui montra, "didactiquement", le rôle des grands monopoles (United Fruit), de l'impérialisme américain (John Foster Dulles), de l'armée bourgeoise du Guate-

mala, du pacifisme d'Arbenz, etc. La radicalisation marxiste du Che ainsi que sa détermination de se tourner vers la lutte armée après la chute d'Arbenz, nous en trouvons d'autres exemples parmi l'intelligentsia et les cadres politiques d'autres pays latino-américains qui ont connu des événements semblables : le Brésil après la chute de Goulart, la République dominicaine après l'invasion américaine de 1965, etc.

1) Fidel en témoigne généreusement dans une interview accordée en 1965 : "Je pense qu'à l'époque où j'ai connu le Che, il avait un développement révolutionnaire plus avancé, du point de vue idéologique, que le mien. D'un point de vue théorique il était plus formé, était un révolutionnaire plus avancé que moi." In Lee Lockwood, *Castro's Cuba, Cuba's Fidel*, Mac Millan, New York, 1967, p. 143.

2) Il semble que le Che avait certaines réserves envers le PGT, dont le sectarisme bureaucratique lui déplaisait. Quant à l'aile gauche de l'APRA, (Alliance populaire révolutionnaire américaine, organisation populiste fondée en 1929) que le Che avait déjà rencontrée pendant son séjour au Pérou en 1953, il est intéressant de souligner qu'elle deviendra dans les années 60 le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) dirigé par Luis de la Puente Uceda, une des premières organisations de la nouvelle gauche communiste d'Amérique latine.

3) Cf. *Granma* (en français) 29/10/1967.

4) Che Guevara, discours du 19/8/60. Cette démarche du Che peut être comparée à la tradition des "médecins rouges" du XIXe siècle en Europe, qui furent, surtout en Allemagne, attirés vers les doctrines sociales révolutionnaires par leur expérience médicale.

Au Mexique, où il s'était exilé après la victoire des contre-révolutionnaires au Guatemala, Guevara continua et approfondit ses études marxistes, grâce à un ami argentin, Arnaldo Orfila Reynal, qui était le directeur de la principale maison d'éditions du Mexique (*Fondo de Cultura Economica*) et qui lui prêta les trois tomes du *Capital*. Après la rencontre avec les Cubains exilés du Mouvement du 26 juillet, le Che a essayé de leur faire partager ses connaissances : selon un militant cubain qui l'a connu à cette époque, Dario Lopez, ce fut le Che qui choisit les œuvres marxistes pour la bibliothèque que la police trouvait dans le camp d'entraînement du Mouvement du 26 juillet au Mexique, bibliothèque qui servait de cours d'instruction politique. Donc, à la différence de la plupart des dirigeants cubains, le Che n'arriva pas au marxisme par l'expérience de la révolution elle-même.

Au contraire, il essaya, très tôt, de déchiffrer cette révolution en recourant à des références marxistes. Et c'est parce qu'il était déjà pleinement marxiste, qu'il fut le premier à saisir pleinement la signification historico-sociale de la révolution cubaine, en proclamant, dès juillet 1960, que cette révolution avait découvert "par ses propres méthodes, les voies indiquées par Marx" (5).

Le marxisme antidogmatique du Che

Une des qualités essentielles du marxisme du Che est son caractère passionnément *antidogmatique*. Pour lui, Marx était le fondateur d'une nouvelle science qui *peut et doit* se développer en fonction de la transformation de la réalité elle-même. C'est dans ce sens qu'il faudrait, à notre avis, interpréter la comparaison - quelque peu surprenante - qu'il établit dans ses *Notes pour l'étude de l'idéologie de la révolution cubaine* (1960) entre Marx et Newton : "On doit être "marxiste" avec autant de naturel qu'on est "newtonien" en physique ou "pasteurien" en biologie, en considérant que si de nouveaux phénomènes entraînent de nouveaux concepts, ceux qui sont passés n'en conservent pas moins leur part de vérité." (6). Marx, pour le Che, n'était pas un pape doté par le Saint-Esprit du don de l'infaillibilité, ni ses écrits les tables de la Loi gracieusement octroyés au mont Sinaï. Il souligne dans ce même texte, que Marx, tout en étant un géant de la pensée, avait commis des erreurs qu'on peut et doit critiquer. Par exemple, par rapport à l'Amérique latine, son interprétation de Bolivar, ou l'analyse du Mexique qu'il a faite avec Engels "où il admettait certaines théories sur les races et les na-

La dernière lettre du Che

Chers Parents,

Une fois de plus je sens sous mes talons les côtes de Rossinante ; je reprends la route le bouclier au bras.

Il y a de cela presque dix ans, je vous avais écrit une autre lettre d'adieu. Si je m'en souviens bien, je me plaignais de ne pas être meilleur soldat et meilleur médecin ; médecin, ça ne m'intéresse plus ; comme soldat, je ne suis pas si mauvais. Rien n'a changé fondamentalement, sinon que je suis beaucoup plus conscient, que mon marxisme s'est approfondi et décenté. Je crois en la lutte armée comme unique solution pour les peuples qui luttent pour se libérer, et je suis cohérent avec mes croyances. Beaucoup me traiteront d'aventurier et j'en suis un ; mais d'un type différent : de ceux qui risquent leur peau pour défendre leurs libertés. Il se peut que cette fois soit la dernière. Je ne le cherche pas, mais c'est dans le calcul logique des probabilités. Si c'est le cas, je vous embrasse pour la dernière fois.

Je vous ai beaucoup aimés, seulement je n'ai pas su exprimer ma tendresse ; je suis extrêmement rigide dans mes actes et je crois que parfois vous ne m'avez pas compris. Ce n'était pas facile de me comprendre ; mais aujourd'hui, je vous demande seulement de me croire.

Maintenant, une volonté que j'ai polie avec une délectation d'artiste soutiendra des jambes molles et des poumons fatigués. Je le ferai. Souvenez-vous de temps en temps de ce petit condottiere du XXe siècle.

Un baiser à Celia, à Roberto, Juan Martin et Pototin, à Beatrix, à tous.

Je vous embrasse, votre fils prodigue et récalcitrant.

tionalités qui sont devenues inadmissibles de nos jours" (7).

Guevara se plaint à plusieurs reprises de "la scholastique qui a freiné le développement de la philosophie marxiste" et qui a même systématiquement empêché l'étude de la période de construction du socialisme. Contre cette scholastique (il se réfère de toute évidence au stalinisme) et contre toute tendance à figer le marxisme en un beau système de vérités éternelles, immobiles et immuables, offertes à la pieuse contemplation des fidèles, Che Guevara emploie le même argument que Lénine utilisait contre "l'orthodoxie" sclérosée de la deuxième Internationale : il ne faut pas oublier que le marxisme doit être, en dernière analyse, un *guide pour l'action* (8).

On trouve donc chez Guevara une conscience aiguë de la nécessité d'un développement créateur du marxisme-léninisme, surtout par rapport aux problèmes nouveaux posés par les sociétés de transition, pour lesquelles les écrits de Marx et de Lénine ne constituent qu'une *introduction*, précieuse et nécessaire, mais insuffisante. Cela ne signifie nullement que la pensée du Che ne fût pas *orthodoxe* au sens authentique du mot, c'est-à-dire constituée à partir des principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire et de la méthode dialectique matérialiste.

L'antidogmatisme qui caractérise méthodiquement la pensée du Che se reflète au niveau de ses thèses économiques et politiques, en leur permettant de dépasser les limites "systématiquement" imposées par la bureaucratie stalinienne. Le Che était d'ailleurs conscient du lien entre le

dogmatisme et la bureaucratie. Il écrivait en avril 1962 : "Il était apparu dans tout le pays comme un vice néfaste que nous devons absolument écarter, l'éloignement des masses, le dogmatisme, le sectarisme. A cause d'eux, le bureaucratisme nous menaçait." (9). Toutes proportions gardées, nous pouvons dire que le Che a joué, du moins à l'échelle de l'Amérique latine, le même rôle de rénovation révolutionnaire par rapport au "marxisme" figé de la gauche officielle, que Lénine avait rempli par rapport à la social-démocratie "marxiste" de la deuxième Internationale

L'humanisme marxiste

Pour le Che, le marxisme authentique n'exclut pas l'humanisme : il l'incorpore comme un des moments nécessaires de sa propre vision du monde. C'est en tant qu'humaniste que le Che souligne l'originalité et l'importance de la révolution cubaine qui a essayé de construire "un système marxiste, socialiste, cohérent, ou approximativement cohérent, dans lequel on a mis l'homme au centre, dans lequel on parle de l'individu, de la personne et de l'importance qu'elle a comme facteur essentiel de la révolution". (10)

5) "A la jeunesse de l'Amérique latine", discours du 28 juillet 1960 in E. Che Guevara, *Textes politiques* (Œuvres, t. III), Maspéro, Paris, 1968, p.25.

6) In *Textes politiques*, p. 37.

7) *Textes politiques*, p. 73.

8) *Textes politiques*, p. 288, 143.

9) In *Textes politiques*, p. 89.

10) E. Che Guevara, "Il Piano e Gli Uomini", *Il Manifesto*, n°7, décembre 1969, p. 36. Il s'agit des comptes rendus sténographiques de conversations tenues en 1964 au ministère de l'Industrie.



On sait que Fidel définissait en 1959 la révolution cubaine comme une révolution humaniste. Avec le passage (la transcendance) de la révolution au socialisme et l'adhésion de Fidel au marxisme-léninisme (1960-61) cet humanisme n'a pas été simplement aboli, mais ni-conservé-dépassé par le nouvel humanisme marxiste des révolutionnaires cubains. Dans un discours de 1961, Fidel soulignait explicitement l'inspiration humaniste de la pensée de Marx et de Lénine : "Qui a dit que le marxisme est le renoncement aux sentiments humains... ? Alors que c'est précisément l'amour de l'homme, de l'humanité, le désir de combattre la misère, l'injustice, le calvaire et l'exploitation subis par le prolétariat qui ont fait surgir le marxisme de l'esprit de Karl Marx, quand précisément le marxisme pouvait surgir, quand précisément il pouvait apparaître une possibilité réelle, et plus encore qu'une possibilité réelle : la nécessité historique de la révolution sociale dont Karl Marx a été l'interprète. Mais qu'est-ce qui a permis qu'il en soit l'interprète si ce n'est le courant de sentiments humains d'homme comme lui, comme Engels, comme Lénine ?" (11) Pour le Che, ce passage du discours de Fidel est absolument essentiel et il recommande à tout militant du parti cubain de le graver dans sa mémoire comme "l'arme la plus efficace contre toutes les déviations" (12). Vers 1963-64, le Che découvre l'œuvre du jeune Marx. C'est probablement le grand débat économique, qui commençait à Cuba à cette époque, qui lui a suggéré la lecture des *Manuscrits économique-philosophiques* de 1844. Tout en reconnaissant les limites théo-

riques du jeune Marx - dont le langage "se ressentait du poids des idées philosophiques qui avaient contribué à sa formation" et dont les idées économiques étaient "très imprécises", n'ayant pas encore acquis la rigueur scientifique du *Capital* -, le Che souligne l'intérêt de ces écrits qui se réfèrent aux problèmes de la libération de l'homme en tant qu'être social, c'est-à-dire au communisme comme la solution des contradictions qui produisent son aliénation (13).

L'homme nouveau

Et le *Capital* ? N'est-il pas, au contraire des écrits du jeune Marx, "purement scientifique" voire "anti-humaniste" ? Cette vision néo-positiviste du *Capital*, très répandue à l'époque de la deuxième Internationale et qui réapparaît aujourd'hui sous une forme nouvelle, ignore que la dénonciation de l'humanité du capitalisme - et la possibilité de son dépassement par une société où les hommes contrôlent rationnellement les choses - est l'un des thèmes cruciaux de l'œuvre principale de Marx, thème qui ne contredit pas son caractère scientifique mais, au contraire, y est dialectiquement lié. Che Guevara, en revanche, avait pleinement saisi la dimension humaniste du *Capital*, ainsi que les raisons pour lesquelles cette dimension n'est pas toujours "visible" pour un lecteur non averti : "Le poids de ce monument de l'intelligence humaine est tel qu'il nous a fait oublier souvent le caractère humaniste (dans le meilleur sens du terme) de ses préoccupations. Le mécanisme des rapports de production et

leur conséquence, la lutte de classes, cachent dans une certaine mesure le fait objectif que ce sont des hommes qui se meuvent dans l'atmosphère historique" (14).

"Humaniste dans le meilleur sens du terme" : par cette expression le Che suggère qu'il est indispensable de distinguer entre l'humanisme de Marx et les humanismes "dans le mauvais sens du terme" : humanisme bourgeois, chrétien traditionnel, philanthropique, etc. Contre tout humanisme abstrait qui se prétend "au-dessus des classes"

(et qui est, en dernière analyse, bourgeois) celui du Che, comme celui de Marx, est explicitement engagé dans une perspective de classe prolétarienne ; il s'oppose donc radicalement au "mauvais humanisme" par cette prémisse fondamentale : la libération de l'homme et la réalisation de ses potentialités ne peuvent s'accomplir que par la révolution prolétarienne qui abolit l'exploitation de l'homme par l'homme et instaure la domination rationnelle des hommes sur leur processus de vie sociale. Dans sa conception de l'humanisme, il est possible et même probable que le Che ait été influencé par l'œuvre du penseur argentin Anibal Ponce (1898-1938), un des pionniers du marxisme en Amérique latine, dont le livre *Humanisme bourgeois et humanisme prolétarien* (1935) a été justement republié à Cuba en 1962. Ponce montre l'opposition fondamentale entre l'humanisme de la bourgeoisie et celui des travailleurs et souligne que "l'homme nouveau", "l'homme total" qui réunit la théorie et la pratique, la culture et le travail, ne sera réalisable que par l'avènement du prolétariat au pouvoir (15). L'humanisme marxiste du Che est donc, avant tout, un humanisme révolutionnaire qui s'exprime dans sa conception du rôle des hommes dans la révolution, dans son éthique communiste et dans sa vision de l'homme nouveau. ■

11) F. Castro, *Révolution cubaine*, Maspero, vol. I.

12) *Textes politiques*, p. 136.

13) *Textes politiques*, p. 158-159.

14) *Textes politiques*, p. 159.

15) Cf. A. Ponce, *Humanismo burgués y Humanismo proletario*, Imprenta Nacional de Cuba, 1962, p. 113.

Le congrès du COSATU

PLUS DE 1400 DELEGUES OUVRIERS représentant 712 231 syndiqués ont participé au deuxième congrès du COSATU en juillet dernier. L'ambiance générale était à la combativité. La réception des délégations dans un hôtel de Johannesburg a rapidement tourné en meeting : pendant cinq heures ce ne furent que chants et slogans anti-gouvernementaux. Durant les quatre jours de la conférence, chaque nuit, les délégués chantaient et dansaient dans la rue. Le titre d'un article de l'hebdomadaire *Weekly Mail* rend assez bien compte de l'atmosphère du débat : "La question principale : était-il assez combatif ?"

Tony ROUX

LORS DE SON LANCEMENT en décembre 1985 - intervenu au terme de quatre années de longues et difficiles discussions unitaires -, le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) était déjà sans doute la plus puissante centrale syndicale de toute l'histoire des ouvriers noirs d'Afrique du Sud. Le chiffre de cotisants à la date du deuxième congrès, qui s'est déroulé à la mi-juillet, corrobore largement cette affirmation. En l'espace de dix-neuf mois, la progression est impressionnante : de 430 000 membres cotisants regroupés en 33 syndicats différents à 769 000 syndiqués répartis en 13 syndicats et secteurs industriels, et représentant environ un million de sympathisants.

Une centrale syndicale en pleine expansion

Augmentation de la surface militante du COSATU, concentration de ses forces par branche d'industrie, et maintien de la combativité syndicale malgré la répression, sont les éléments marquants de l'évolution récente de cette confédération. En 1986 les grèves ont augmenté à la fois en nombre, en durée des conflits et en chiffre de travailleurs impliqués. 1987 peut d'ores et déjà être considérée comme une année de forte progression de l'activité revendicative du mouvement ouvrier. Malgré la répression dont ils sont devenus la cible de la part de l'Etat, du patronat et des groupes clandestins d'extrême-droite, les syndicats du COSATU ont été à la pointe de la plupart de ces conflits sociaux. D'importantes victoires ont été enregistrées dans le secteur d'Etat (travailleurs des chemins de fer,

des postes) tandis qu'une gigantesque démonstration de force a été effectuée par les mineurs en grève durant trois semaines (Cf. *Inprecor* numéro 249 du 21 septembre 1987).

De plus larges secteurs d'activité (construction, employés de maison, travailleurs municipaux, chemins de fer) sont maintenant couverts par le COSATU. D'autres comme les salariés agricoles ou les chômeurs sont en voie d'organisation. Accélérer ce processus est une des tâches que s'est fixée le récent congrès du COSATU. Cette évolution positive ne doit cependant pas cacher les problèmes de structuration interne non réglés et les importants débats politiques qui animent la centrale.

La réalisation de l'unification syndicale par branche d'industrie a rencontré beaucoup de résistance (Cf. *Inprecor* numéro 244 du 8 Juin 1987). Les fusions furent beaucoup plus lentes que ne le laissait prévoir le délai de six mois adopté lors du congrès de fondation. Ce fait est publiquement reconnu par les responsables syndicaux. Sydney Mufamadi secrétaire général adjoint du COSATU explique ainsi que les "syndicats généraux se sentent poussés trop rapidement et considèrent qu'ils ont besoin de davantage de temps pour discuter concrètement des changements à opérer. Mais les syndicats de branche pensent que les syndicats généraux traînent les pieds et que c'est la tâche de l'exécutif central (du COSATU-ndlr) d'essayer de trouver un équilibre entre les positions." (Cf. *Weekly Mail*, 24 octobre 1986). Le plus souvent les obstacles à l'unification combinent deux choses : d'une part l'existence de divergences d'orientation et d'autre part les difficultés de

cohabitation, héritées de la période antérieure et parfois aggravées par les nouveaux débats, entre les syndicats déjà structurés sur une base industrielle et les syndicats généraux moins bien préparés à leur intégration-dissolution dans les structures des fédérations.

Ces conflits ont conduit à des difficultés organisationnelles comme le regrettait le message du Comité exécutif du COSATU aux militants pour l'année 1987 : "Laisser les divergences mener à une scission dans un syndicat, comme c'est arrivé au NUTW (textile-ndlr) ; ou suspendre l'organisation d'une région, comme c'est arrivé dans les régions de la province orientale du Cap ou du Witwatersrand ; ou affaiblir un syndicat local, comme c'est arrivé à Johannesburg, c'est terrible, camarades." (Document du COSATU Cf. *Inprecor* 244 du 8 juin 1987).

Clivages sur deux questions

Des divergences sont apparues publiquement lors du congrès du Syndicat des travailleurs du commerce d'alimentation et assimilés d'Afrique du Sud (CCAWUSA) à la mi-juin. Cette réunion devait définir l'orientation politique du syndicat et fixer les modalités de la fusion avec deux petits syndicats, le Syndicat des travailleurs de l'hôtellerie et de la restauration (HARWU) et celui des Travailleurs du commerce de détail et assimilés (RAWU).

Sur ces deux questions une ligne de clivage est apparue entre plusieurs branches régionales du CCAWUSA et celle de Johannesburg. Au terme d'un congrès contesté les positions défendues par les représentants de la région de Johannesburg furent entérinées. Ainsi la Charte de la liberté n'a pas été adoptée comme programme de référence avec l'argument du refus de diviser un syndicat dont un courant d'adhérents se revendique du Manifeste de l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO) ou du National Forum.

Comme le note un commentateur du *South African Labour Bulletin* (SALB, juillet 1987), "le congrès s'est achevé sur l'insatisfaction évidente de nombreuses branches par rapport aux procédures adoptées et aux décisions prises. Ces tensions se sont étendues aux pourparlers de fusion, aggravant d'autant la division". Résultat : deux ailes du CCAWUSA se présentaient au congrès d'unification avec le RAWU et l'HARWU fin juin. Cette réunion de fusion se réalisa finalement sans l'aval de la branche de Johannesburg du CCAWUSA et entérina des résolutions contradictoires avec celles du précédent congrès du Syndicat du commerce et de l'alimentation, en adoptant notamment la Charte de la li-

berté et en décidant de changer le nom du syndicat unifié.

La fondation du COSATU en 1985 n'avait pas mis fin aux discussions et aux divergences. Elle constituait certes une nouvelle donne en fixant un cadre unique de débat et d'action, mais d'importantes différences d'approche subsistaient. Ce pas en avant dans l'unification ouvrière fut cependant un élément essentiel pour expliquer la rapide croissance du COSATU. La preuve a été faite de la viabilité et de l'efficacité d'un cadre de front uni ouvrier impliquant diverses traditions syndicales, dès lors que, pour le moment, le fonctionnement démocratique est la règle de résolution des conflits politiques. Cette évolution a été garantie par l'attachement d'un large courant syndical au maintien de ce cadre de travail unitaire. C'est sans doute ce qui a permis de voir évoluer les termes même du débat.

Les termes du débat

La réflexion sur la perspective socialiste est maintenant explicitement mise à l'ordre du jour de la discussion. La grande majorité des directions du COSATU semble acquiescer à la nécessité d'attribuer à la classe ouvrière le rôle dirigeant dans la lutte actuelle. Ce sont donc les questions de la forme et du contenu programmatique à donner à cette orientation générale qui suscitent de nombreuses controverses.

Ces différences renvoient cependant à des visions stratégiques parfois fort divergentes. Quelles étapes fixer à la lutte en cours ? Comment lier combat contre l'apartheid et lutte contre l'exploitation capitaliste ? Quelle définition donner à une société réellement "déracialisée" ? Jusqu'où le mouvement syndical doit-il s'engager dans la propagande socialiste et dans les luttes concrètes, dès aujourd'hui, pour le contrôle ouvrier ? Tels sont les thèmes généraux qui sous-tendent l'actuel débat syndical. Après avoir été au centre de querelles idéologiques aux marges du mouvement syndical (Cf. *Inprecor* numéro 232 du 15 décembre 1986), la question de la perspective socialiste et de la place du mouvement syndical dans ce combat, est maintenant au coeur des discussions du COSATU.

La discussion s'est surtout centrée ces derniers mois autour de l'appréciation du contenu et de la fonction de la Charte de la liberté, programme politique de l'ANC et du courant chartiste qu'il influence et qui domine le mouvement de masse. Elle s'est illustrée tout au long des congrès syndicaux de branches qui ont précédé le deuxième congrès du COSATU. Tous les courants du mouvement syndical reconnaissent le caractère minimal des revendications de la Charte de la

lutte. Elles divergent aussi sur la dynamique sociale spontanée que ce document peut enclencher par lui-même dans son application concrète.

Enfin, un autre courant s'oppose à l'adoption de la Charte ou de tous documents politiques, considérant que ce serait là un facteur de division du mouvement syndical et que le débat sur ces documents n'a pas traversé la base du COSATU (2).

Deux pôles dans la discussion

Les deux principaux pôles de discussion dans ces débats sont représentés par les documents adoptés par les deux plus puissants syndicats industriels, le Syndicat national des mineurs (NUM) et celui de la métallurgie (NUMSA).

Le NUM et le NUMSA ont tous deux adopté la Charte de la liberté lors de leur congrès. Leurs différences d'appréciations ne résident donc pas dans la nécessité d'un programme démocratique synthétisant les aspirations élémentaires du mouvement de masse, fonction que se fixent depuis des décennies la Charte de la liberté et d'autres programmes similaires. Elles concernent par contre deux autres aspects : d'une part le contenu et la place spécifique des revendications ouvrières reflétant les récentes expériences du mouvement ouvrier sud-africain ; d'autre part, la

forme d'unité à réaliser entre les diverses composantes du mouvement de masse et l'hégémonie politique ouvrière à y instaurer. En un mot, la Charte de la liberté concentre-t-elle les principales revendications ouvrières actuelles ? Jusqu'à quel point est-elle l'unique ou le meilleur instrument pour

liberté. Néanmoins plusieurs orientations différentes se dessinent à son endroit.

Une première position semble concevoir l'adoption de la Charte de la liberté par le COSATU comme une fin en soi. Ce programme de revendications démocratiques est estimé suffisant pour réaliser l'étape démocratique de la lutte. Quant à la question d'une perspective socialiste elle ne serait tout bonnement pas à l'ordre du jour.

Deux autres approches voient la Charte comme l'élément d'une mobilisation contre l'oppression nationale et l'exploitation. On peut grossièrement y ranger les prises de position du NUM et du NUMSA (1). Mais ces positions divergent sur le degré d'adéquation programmatique de la Charte de la liberté pour une transcendance socialiste de la



1) Le Syndicat des travailleurs de la métallurgie (NUMSA) qui revendique 130 000 adhérents est le résultat de la fusion du MAWU, du NAAWU et du MICWU et de quelques autres petits syndicats.

2) Une telle appréciation a été adoptée par le congrès du CCAWUSA dont une résolution affirme "les revendications de la Charte de la liberté, bien qu'importantes, sont limitées. L'adoption de l'un ou l'autre des deux documents" (Charte de la liberté ou manifeste d'Azanie-ndlr), ouvre la porte à de sérieuses divisions dans le syndicat". Ce courant syndical où les militants proches du National Forum ont une influence a donc résolu "de discuter à tous les niveaux du syndicat et des fédérations de l'importance d'un programme d'action socialiste qui liera ensemble tous les travailleurs indépendamment de leur affiliation politique" (Cf. SALB, juillet 1987).

mouvement de masse ? Ne revient-il pas à ce dernier de définir une orientation programmatique rassemblant les revendications ouvrières avec leur dynamique socialiste possible ?

Les résolutions du NUM semblent à cet égard vouloir opérer une certaine auto-limitation.

La position du NUM

La politique du Syndicat des mineurs est explicitée de la sorte par son dirigeant Cyril Ramaphosa : *"Notre point de vue est le suivant : bien, en fin de compte il faudrait un système où il n'y aurait aucune exploitation par personne - un système socialiste - mais alors il faudrait quand même obtenir un mandat des gens. Nous pensons qu'il serait incorrect, à ce stade, de dire que nous voulons ce type de socialisme, le mettre sur le papier, noir sur blanc, alors que c'est une question qui doit être discutée à une échelle bien plus vaste"* (Cf. SALB, mai-juin 1987). Certes cette affirmation n'empêche pas que l'on rencontre dans le journal du NUM des articles ayant une perspective socialiste. Lors du congrès du Syndicat des mineurs, James Mollatsi, président du NUM, déclara *"Ce n'est que dans une Afrique du Sud démocratique et socialiste que la classe ouvrière et tous les opprimés pourront contrôler les richesses qu'ils produisent"* (Cf. SALB, mars-avril 1987). Une des résolutions de son congrès précise *"Les travailleurs de ce pays ne luttent pas seulement pour de meilleures conditions de travail dans les mines, mais pour une société socialiste dirigée par la classe ouvrière."* Et le NUM ne rejette pas l'idée du contrôle ouvrier puisqu'il affirme *"la solution aux problèmes des ouvriers est claire - il faut qu'ils exercent le contrôle sur leurs lieux de travail"*. Il faut signaler à cet égard l'hétérogénéité possible des directions syndicales sur toutes ces questions.

Et celle du NUMSA

Mais la conception défendue par Ramaphosa semble mettre surtout l'accent sur la dynamique sociale objective de la lutte démocratique. Dès lors, le contenu de la Charte de la liberté *"un document pour guider la lutte contre l'oppression nationale"* est aussi présentée comme une base possible de la lutte ouvrière pour le socialisme, conçue un peu comme une transcendance assurée de l'étape démocratique nationale.

Le NUMSA a également adopté la Charte de la liberté, mais *"comme contenant les revendications politiques minimales reflétant la conception de la majorité des travailleurs de la métallurgie, d'une Afrique du Sud, libre et démocra-*



Foyer de travailleurs à Soweto (DR)

tique, sans discrimination." Il considère donc surtout ce document comme *"une première pierre, valable pour commencer à bâtir notre programme en tant que classe ouvrière"* (Cf. SALB, juillet 1987). Le fond du débat est là.

La direction prolétarienne du mouvement de masse doit s'exprimer concrètement dans les luttes quotidiennes, mais également à travers ses références programmatiques propres. Le NUMSA se prononce donc pour l'élaboration d'une Charte ouvrière synthétisant les revendications ouvrières de l'heure et définissant une orientation stratégique spécifique. Il affirme *"le nouveau syndicat et d'autres organisations de la classe ouvrière devraient se donner comme priorité l'élaboration d'un programme politique clair"*.

Interrogé sur cette perspective, le dirigeant des mineurs Cyril Ramaphosa a reconnu que *"une charte ouvrière et exige la reconnaissance des syndicats et de comités démocratiquement élus de délégués d'atelier doit être considérée comme un complément à la revendication de liberté d'association qui est inscrite dans la Charte de la liberté"* (Cf. SALB, mai-juin 1987). Mais ce faisant il limite d'emblée le contenu de cette "Charte ouvrière" à certaines revendications démocratiques (droit de grève, droit syndical dans les entreprises) qui ne figurent pas dans la Charte de la liberté. Il semble vouloir arrêter là l'apport programmatique du mouvement syndical, précisant même *"toute autre position, j'en ai peur, jouerait, au contraire, en faveur de ceux qui, lors du procès en trahison de 1956 ont caractérisé la Charte de la liberté comme un document communiste et donc subversif."*

L'auto-limitation proposée ne

s'explique pas, à notre sens, par les seuls risques répressifs encourus. Elle s'adosse à une conception stratégique de la lutte. Il est certain que si l'on attribue à la Charte la capacité d'enclencher une dynamique naturelle de transcendance de l'étape démocratique à l'étape socialiste, il ne paraît pas utile de se doter d'un programme aux références socialistes trop précises. Mais alors comment faire valoir l'hégémonie ouvrière sur le mouvement de masse dont on se réclame ? Cette dernière peut-elle se réduire à l'adoption du programme démocratique général (la Charte de la liberté) par le mouvement syndical et à la constitution, sur cette base, d'un front unique entre le COSATU et le courant chartiste ?

Vers un programme ouvrier ?

L'élaboration d'un programme ouvrier semble répondre à une double nécessité dans l'esprit de ses défenseurs. D'une part il serait un élément de la démarche stratégique vers *"la création d'une société socialiste contrôlée par les travailleurs"*. Et d'autre part, elle donnerait consistance à la nécessité de concrétiser dans les faits *"le rôle pratique dirigeant de la classe ouvrière industrielle dans la lutte pour l'instauration d'une société socialiste"* (Cf. SALB, juillet 1987).

C'est la première fois qu'est ainsi précisé, par un grand courant syndical, le contenu concret de l'hégémonie ouvrière sur le processus de mobilisation populaire. Cette formulation constitue un apport important au débat.

En effet, tant que l'idée d'hégémonie ouvrière reste un concept général, tout le monde semble d'accord. Car il est bien difficile d'aller à l'encontre d'une réalité objective : la dimension ouvrière dans la

objective : la dimension ouvrière dans la formation sociale et son poids politique grandissant. Mais chaque sensibilité donne de cette idée une concrétisation particulière : hégémonie du Parti communiste sud-africain, de l'ANC, ou encore des syndicats industriels ?

Aussi derrière la discussion sur la Charte de la liberté se profile celle sur les alliances concrètes et la conception du front uni. Mettant en avant des critères de représentativité, le NUM propose une alliance particulière avec le courant chartiste. Il critique de ce fait certaines interprétations de la conception initiale d'indépendance organisationnelle du COSATU. Il est bien évident qu'une organisation comme le COSATU se doit, dans sa politique quotidienne, de faire la part des choses entre des organisations dont l'influence est massive et qui dirigent réellement une partie du mouvement de masse et des groupes minoritaires strictement propagandistes et absents du terrain réel des luttes de classes à l'échelle nationale. Mais c'est une toute autre affaire que de chercher à réglementer cela par une définition restrictive de ce qu'est une organisation "progressiste".

Dès lors que l'adoption de la Charte de la liberté deviendra l'élément nécessaire à cette caractérisation, le risque de glissements sectaires et de divisions est présent, y compris au sein du mouvement syndical. Certaines formulations de Cyril



Ramaphosa peuvent prêter, à cet égard, à confusion, notamment lorsqu'il affirme "Au niveau politique, la Charte de la liberté a été adoptée comme document pour guider et s'il y a une organisation qui soit violemment opposée aux principes de la Charte de la liberté, nos membres trouveront très difficile de la considérer comme une organisation progressiste avec laquelle ils pourraient faire alliance" (Cf. SALB, mai-juin 1987).

Le mouvement politique partie prenante du débat

Les formations politiques légales ou illégales interviennent également dans ce débat (3). Une position au sein de l'UDF s'est exprimée dans plusieurs articles. Dans l'un d'entre eux, paru dans *Isizwe (La nation)* en novembre 1986, sous le titre "erreurs ouvriéristes", elle critique à la fois les dirigeants syndicaux qui rejettent une définition politique trop précise du mouvement syndical et ceux qui proclament trop ouvertement leur engouement pour le socialisme. "Pour l'UDF, le problème n'est pas que les ouvriéristes réclament, à juste titre, le rôle dirigeant pour la classe ouvrière, mais plutôt ce qu'ils entendent par là" (4). Ce que cet article rejette c'est l'idée que "le rôle dirigeant de la classe ouvrière signifie le rôle dirigeant des syndicats progressistes". D'où une conception des alliances qui réduit le rôle du mouvement syndical à un élément de l'unité anti-apartheid, parmi d'autres, sur la base de la Charte.

Le Parti communiste sud-africain, pour sa part, s'est lancé dans une réelle offensive idéologique sur ce terrain. Un de ses organes "Umsebenzi" contient ainsi une claire mise en garde en affirmant : "Le mouvement syndical (...) ne peut agir en tant qu'avant-garde politique de la classe ouvrière. S'il essaye de le faire, il risque de commettre un suicide organisationnel comme puissance de masse. Nous devons donc nous garder de tentatives prématurées d'intégrer formellement les objectifs du socialisme dans les programmes des syndicats et des fédérations auxquelles ils appartiennent. Un syndicat ne peut exiger un niveau aussi élevé de conscience politique de ses membres ou sympathisants comme condition pour rejoindre ses rangs" (Cf. *Umsebenzi*, second trimestre 1987). C'est la raison pour laquelle il poursuit : "l'adoption par le récent congrès du NUM de la Charte de la liberté reflète de façon correcte le sentiment et la compréhension des masses populaires. C'est l'indice d'un lien plus réaliste entre la lutte économique et politique dans la période actuelle".

Cette orientation découle d'une conception stratégique spécifique. Le PC analyse le processus révolutionnaire comme composé de deux étapes, l'une démocratique et l'autre socialiste. Rejetant tout étapisme vulgaire, il affirme dans certains de ses écrits qu'il n'y a pas de muraille de Chine entre les deux et que la réalisation de la seconde étape est tout aussi importante que la première. De ce fait, la classe ouvrière doit se porter à l'avant garde de la lutte pour garantir l'avenir.

La nature sociale de l'Etat démocratique n'est toutefois pas définie. Pour le PC, elle résulterait des rapports de forces sociaux du moment donné. Sans nier la part d'évidence dans cette affirmation, on peut affirmer toutefois que le rapport des forces est quelque chose qui se construit. Or c'est précisément sur la manière tactique de construire le rapport des forces en faveur de la classe ouvrière que porte le débat au sein du mouvement populaire. Et la discussion sur la formule précise à adopter en faveur du socialisme porte sur la nature sociale de l'Etat (démocratie de masse, contrôle ouvrier ...).

On peut donc se demander si l'élaboration démocratique d'un programme ouvrier n'est pas justement le meilleur moyen d'assurer l'hégémonie et l'unité des masses prolétariennes dans le cours de la lutte et d'influer ainsi sur le rapport des forces. Les acquis organisationnels du COSATU n'offrent-ils pas concrètement la possibilité d'une éducation socialiste de masse, d'un engagement de larges couches ouvrières derrière un programme ouvrier ?

C'est en cherchant à répondre à cette possibilité réelle qu'est apparue l'idée d'une "Charte ouvrière" dont l'élaboration permettrait d'ouvrir un tel débat sans hypothéquer la légalité syndicale ni limiter les capacités d'intervention et d'unité du mouvement syndical.

Le second congrès du COSATU

Le second congrès du COSATU en juillet dernier a marqué un point d'inflexion dans le débat syndical. Il exprime le maintien d'une orientation propre de la centrale et l'attachement à la démocratie interne et à l'unité forgée lors de la fusion de 1985 entre diverses sensibilités syndicales.

3) Ces discussions ne se limitent pas au COSATU. Le SACTU pôle syndical en exil lié à l'ANC, s'est aussi exprimé sur ces thèmes. Son message au congrès du COSATU est présenté de la sorte par la revue *Work in Progress* de septembre 1987 : "Dans un message assez peu clair, le Congrès des syndicats sud-africains a beaucoup étonné la plupart des délégués en leur disant qu'ils devaient débattre du socialisme, mais ne pas aller jusqu'à en faire une politique. Quelques délégués ont adopté une présentation plus crue de cet argument."

4) *Isizwe*, novembre 1986, repris par SALB, mars-avril 1987.

Après avoir été adoptée par plusieurs syndicats de branche, la Charte de la liberté l'a été par la conférence du COSATU comme un document qui "comprend les revendications minimales de la majorité démocratique, ce qui pose les bases de la construction d'une société sans exploitation" (Cf. *Weekly Mail*, 24 juillet 1987). C'est une claire reconnaissance de l'impact de ce document auprès des larges masses ouvrières. Le COSATU affirme par ailleurs que la lutte contre l'oppression nationale et celle contre l'exploitation économique sont "complémentaires l'une de l'autre et font partie d'une lutte continue pour la libération totale" (Cf. *Work in Progress*, septembre 1987).

La spécificité du COSATU

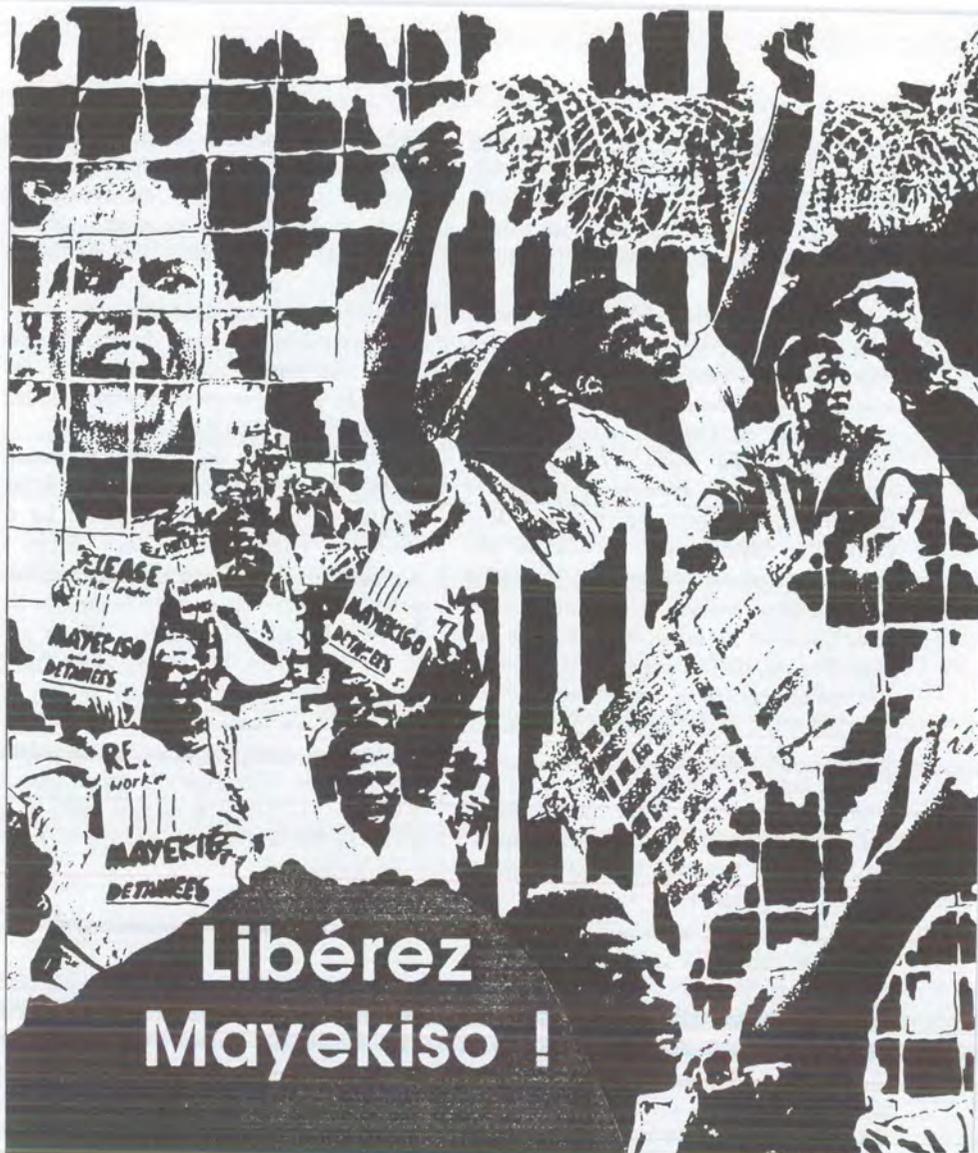
Le débat sur l'orientation politique du COSATU n'est pas clos. Comme l'a déclaré Jay Naidoo "le COSATU doit, tout de suite, s'atteler à la tâche immédiate du développement d'une compréhension ouvrière cohérente de la Charte, tout en encourageant la plus large discussion sur la démocratie et le socialisme dans les rangs des diverses fédérations" (Cf. *Weekly Mail*, 24 juillet 1987). C'est là une vision particulière du rôle de ce document.

Mais la question d'un programme complémentaire n'est pas apparue comme un point des débats soumis au vote. Néanmoins Jay Naidoo a affirmé que cette idée avait des partisans dans le COSATU mais que ses implications n'étaient pas encore tout à fait claires. Et il ajoute : "Si, cependant, la plupart de nos membres veulent une charte syndicale ou ouvrière, nous devons en tenir compte" (Cf. *Work in Progress*, septembre 1987).

Une élaboration politique spécifique est donc bien en train de se faire jour au sein du COSATU reflétant en cela l'expérience de ces dernières années d'un mouvement syndical non-racial qui s'est trouvé à la pointe des luttes sociales. Jay Naidoo a sans doute résumé la sensibilité majoritaire en disant : "Nous adoptons la Charte comme un indicateur et non comme un strict schéma (...). La lutte pour une société sans exploitation ne connaîtra pas d'interruption. Il n'y a pas de contradiction entre l'adoption de la Charte de la liberté comme programme de revendications minimales et la lutte pour une telle société (5)". ■

29 septembre 1987

5) *International Labour reports*, septembre-octobre 1987. Jay Naidoo apporte par ailleurs une clarification intéressante sur la question des alliances en précisant : "le front unique d'alliances est basé sur un accord sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la lutte pour la libération" (Cf. *Work in Progress*, septembre 1987).



Libérez Mayekiso !

L'ACTUEL ETAT D'URGENCE qui sévit en Afrique du Sud a touché toutes les composantes du mouvement populaire. Pour la première fois le mouvement syndical dans son ensemble a été la cible de cette répression. Il ne s'agit plus d'une attaque sélective contre certains syndicats mais d'une tentative ouverte et délibérée de réduire toute l'activité syndicale, d'entraver le fonctionnement des directions nationales et intermédiaires et de faire taire le mouvement ouvrier. La répression contre les cheminots noirs en grève, les attentats contre les locaux du COSATU, l'utilisation des bandes de "vigilants" contre les cadres syndicaux, etc. ont été les moyens utilisés ces derniers mois pour affaiblir le syndicalisme indépendant. Le cas de Mayekiso est de ce point de vue exemplaire. L'article qui suit rend compte de la situation dans laquelle se trouve ce dirigeant ouvrier et explique les raisons d'une campagne internationale pour sa libération.

Paul SMITH

UN REGIME QUI A CONDAMNE Mandela à la prison à vie, assassiné Biko, qui torture des enfants et fait du racisme son idéologie officielle, n'a aucun crédit moral auprès de la majorité de ceux qu'il gouverne. La mesure de sa faillite est donnée par la stature de ses opposants. De nombreux syndicalistes se sont portés en première ligne dans la bataille contre l'apartheid en Afrique du Sud et un grand nombre

d'entre eux sont devenus les victimes de la terreur d'Etat. C'est pourquoi les projecteurs se tournent tout naturellement vers ces combattants, en péril aujourd'hui. Quelle est leur histoire, dans quelles circonstances luttent-ils ? Comment pouvons-nous les aider ?

Qui est Mayekiso ?

Moses Mayekiso (que ses intimes appellent "Moss") est une incarnation vivante du courage, de la culture et de la dé-

termination politique dont beaucoup font preuve dans le mouvement syndical sud-africain. Son histoire nous apprend comment des milliers de syndicalistes vivent sous la menace constante au pays de l'apartheid.

Moses Mayekiso (aujourd'hui Secrétaire général du NUMSA, le deuxième en importance des syndicats du Congrès des syndicats sud-africains COSATU) est né au Transkei en 1949. Il a commencé à travailler comme mineur migrant. Il a subi les accidents mortels et les graves blessures qui frappent les mineurs. Il a connu les foyers pour travailleurs migrants, les salaires de misère, la cruelle discrimination raciale. Il a quitté la mine pour travailler en usine, et en dernier lieu chez Toyota, où il a organisé le Syndicat des métallurgistes et travailleurs assimilés (MAWU). Il devint délégué principal d'atelier, fut réprimé et licencié.

L'organisation syndicale régionale du Transvaal le prit comme permanent à l'organisation et en 1980 il devint secrétaire de cette branche. Mais il hésitait à prendre ce poste. Il se sent plus proche de la base. C'est, à bien des égards, le plus important dans sa vie. Mais il n'est pas du tout "basiste" ; au contraire, pour lui, les ouvriers, la grande masse des simples ouvriers, devraient contrôler et diriger leurs propres organisations, comme apprentissage en vue de la prise en mains du contrôle sur tous les aspects de leur vie. Cette conviction profonde a poussé Mayekiso à promouvoir largement les structures démocratiques exemplaires du syndicat des métaux. C'est pour cela aussi qu'il n'a jamais jugé bon de déménager de son logement insalubre d'une seule pièce, sans électricité, avec des toilettes communes, qu'il partage avec sa femme, son frère et sept enfants, dans le township d'Alexandra.

La lutte pour l'unité du mouvement

Moses fut le représentant du MAWU dans les discussions pour l'unité syndicale qui ont conduit à la formation du COSATU, en décembre 1985. La lutte pour l'unité du mouvement contre l'apartheid, la place dirigeante à conquérir par les travailleurs, la défense de la Charte de la liberté comme point de départ de cette unité, voilà les thèmes principaux sur lesquels Mayekiso a fait porter ses efforts. Il a appelé au développement de la Charte dans le sens des revendications pour la jeunesse, pour les femmes, et bien sûr, pour la consolidation de l'unité du mouvement ouvrier dans le sens de sa progression.

Il était donc tout naturel que M. Mayekiso "le dirigeant syndical" devienne Moses "le président du Comité

d'action d'Alexandra". Au plus fort de la lutte dans cette région et après la grève générale du Transvaal de septembre 1984, à laquelle plus d'un million d'étudiants et d'ouvriers ont participé, Moses fut arrêté et détenu dans l'isolement total pendant plus d'un mois. Il fut accusé dans le cadre de la Loi de sécurité intérieure. Puis, après un raz-de-marée de grèves et de manifestations, les charges furent abandonnées.

En 1985 il fut élu secrétaire général du MAWU. Il incarnait le lien entre les syndicats dans les communautés. Le 6 février la "guerre des six jours" éclata à Alexandra à la suite d'une intervention policière contre un cortège funéraire. Sa demeure fut attaquée ; mais il n'était pas là. En avril 1986, Moses Mayekiso fut à nouveau emprisonné. Une fois de plus, il dut subir le cachot et les célèbres "techniques d'interrogatoire" de la police sud-africaine. Une nouvelle grève réussit à obtenir sa libération en mai 1986 et il partit en Suède chercher des appuis pour son syndicat.

A nouveau emprisonné

Entretemps, le second état d'urgence fut proclamé, le 12 juin, en Afrique du Sud. Malgré des risques évidents, Moses revint chez lui et fut arrêté à son arrivée à l'aéroport Jan Smuts. Depuis lors il est resté en prison à Johannesburg. Il y fut détenu, sans aucune charge, jusqu'à la fin de 1986, puis ensuite accusé de trahison. Cette accusation fit place à celle de subversion et de sédition, quand la trahison ne tint plus. Les visites sont rarement autorisées et jusqu'à récemment il connaissait de mauvaises conditions de détention.

Des charges ridicules, mais passibles de la peine de mort, sont portées contre lui. L'Etat sud-africain affirme "les accusés doivent allégerance à l'Etat, à tout moment". Avec cette présomption il se retrouve accusé d'"avoir pris le contrôle de certains quartiers résidentiels d'Alexandra" et/ou de rendre les dits quartiers ingouvernables par le pouvoir, entre autres, en :

- 1) établissant des organes de pouvoir populaire ;
- 2) formant un Comité d'action d'Alexandra ;
- 3) organisant les habitants en comités par maison, par rue et par quartier ;
- 4) en formant des tribunaux populaires ;
- 5) en lançant une campagne contre la police sud-africaine, le Conseil municipal d'Alexandra et contre les collaborateurs du système.

De plus, Moses est accusé de "lancer un boycott des loyers" et de "tentatives de forcer l'Etat à accéder aux revendica-

tions", et, même encore plus incroyable, de vouloir "changer les noms de rues en MK (sigle de la branche armée de l'ANC), Biko, Soviet, Mandela, ANC, Slovo, Bazzoka, Tambo". Moses doit répondre de ces charges devant le tribunal en même temps que Paul Tshabala, Richard Mda-kane, Obed Bapela et Mzanele Mayekiso (frère de Moses).

25 000 détenus

Ce sont 25 000 personnes qui ont été détenues, à un moment ou un autre, depuis le début de l'état d'urgence, au début la proportion de syndicalistes n'était pas élevée. Aujourd'hui les syndicalistes sont en première ligne de la bataille et soumis à des attaques croissantes. Lors de son congrès en juillet, le COSATU a appelé à une campagne de "bas les pattes" devant la montée des activités terroristes et répressives de l'Etat. La menace plane aujourd'hui d'une législation encore plus anti-syndicale. Tout conflit important tombe rapidement sous le coup de la répression.

Mais cependant les syndicats restent encore relativement stables et ont approfondi leur maturité politique à laquelle l'exemple de la vie de Moses n'est peut-être pas étrangère. Le congrès de juillet du COSATU a engagé le mouvement à organiser un syndicat de chômeurs, à chercher à toucher les femmes travailleuses "doublement opprimées", à nouer des liens avec le mouvement syndical indépendant de Namibie et avec les mouvements ouvriers anti-impérialistes du reste de l'Afrique. Les syndicats gardent encore jalousement leur indépendance syndicale tout en fournissant une direction politique à la lutte de l'ensemble des opprimés.

Le syndicat de Moses s'est toujours profondément engagé dans cette direction. Parmi les syndicalistes emprisonnés dans les premiers jours de l'état d'urgence, les membres du MAWU figurent de façon disproportionnée. Aujourd'hui, le COSATU, dans son ensemble, est impliqué dans une série d'alliances avec par exemple l'organisation de jeunesse de l'UDF, la SAYCO, formée en février de cette année, et les nouvelles organisations nationales de femmes. C'est là l'héritage de militants comme Moses Mayekiso.

La mobilisation doit se maintenir

Moses et ses co-accusés ont comparu devant la Cour suprême de Johannesburg le lundi 14 septembre 1987. Moses souffre probablement d'un ulcère à l'estomac, d'une hernie et de douleurs à l'oreille. Aucun médecin, n'appartenant pas au per-

sonnel pénitenciaire, n'a été autorisé à l'examiner. Aujourd'hui Mayekiso est enfermé avec d'autres personnes d'Alexandra, au nombre de huit, qui sont accusées d'avoir formé un tribunal populaire ; tous ceux qui l'ont vu disent qu'il garde le moral.

Le procès proprement dit, dont on pense qu'il durera 5 ou 6 mois, a été repoussé au 19 octobre sous prétexte qu'aucun juge n'était disponible avant cette date et on peut penser qu'à ce moment-là un membre du tribunal va tomber malade. Les vacances d'été s'étendent, en Afrique du Sud, de décembre à janvier, peut-être le gouvernement pense-t-il que la mobilisation de soutien à Moses et ses compagnons sera retombée d'ici là ?

Le souci de M. Mayekiso a toujours été de construire l'unité la plus large avec tous les groupes engagés dans la lutte. Sa vie est devenue, de ce fait, le bien de tout le mouvement anti-apartheid, nationalement et internationalement. C'est aujourd'hui que ce mouvement doit agir pour les sauver, lui et ses camarades, qui risquent la peine de mort, ainsi que tous les autres syndicalistes, dirigeants ou adhérents, qui pourrissent actuellement dans les geôles d'Afrique du Sud.

Le NUMSA (qui a élu Moses comme secrétaire général, en son absence), déclare : "(nous) appelons la communauté syndicale internationale à organiser une campagne pour sa libération. Le syndicat approuve toutes les formes d'initiatives indépendantes et responsables de soutien sur la scène internationale et souhaite la plus grande coopération entre les groupes pour atteindre l'objectif recherché".

28 septembre 1987.



ITALIE

La FGCI adhère à l'Internationale socialiste

DANS UNE CONFERENCE DE PRESSE du 6 octobre dernier, le responsable des rapports internationaux de la Fédération des jeunesses communistes italiennes (FGCI), Luciano Vecchi, a annoncé que son organisation participera désormais à l'Internationale des jeunesses socialistes avec le statut de "partenaire consultatif". Selon Vecchi, une proposition allant dans ce sens leur avait été adressée par les dirigeants de l'Internationale en question avant son récent congrès de Bruxelles. Les dirigeants de la FGCI ont également expliqué que leur adhésion à l'Internationale socialiste n'est pas incompatible avec leur maintien dans la Fédération mondiale des jeunesses démocratiques (FMJD) qui se compose majoritairement des organisations de jeunesse des différents partis communistes mondiaux.

Livio MAITAN

IL EST UTILE de revenir sur les vicissitudes de la FGCI au cours des dernières années. Cette organisation avait déjà subi des difficultés à partir des années 50 mais avait connu une certaine relance au début des années 60, au moment où la radicalisation de la jeunesse commençait à s'esquisser. Cependant c'est justement lors de la montée de cette radicalisation, qui l'avait prise au dépourvu, qu'elle avait subi un déclin brutal. Les jeunes, surtout dans les lycées et dans les universités, suivaient dans leur large majorité les organisations et les mouvements d'extrême-gauche et la FGCI leur apparaissait comme une organisation conservatrice, incapable d'animer leurs mobilisations, tout en s'y accrochant parfois à la dernière minute dans le seul but de ne pas être complètement isolée.

Une assez longue période de marginalisation s'est ainsi ouverte pour elle, même si, grâce à l'influence croissante du Parti communiste vers la moitié des années 70, elle rassemblait toujours quelques dizaines de milliers de jeunes.

Le projet de relance de la FGCI

Ainsi, au début des années 80 la FGCI n'était pas en condition de polariser des mouvements de masse ni d'influencer des secteurs importants de la jeunesse.

Elle n'était pas non plus un réservoir de recrutement pour le parti. Sa faiblesse contribuait en fait à accentuer le phé-

nomène de vieillissement de celui-ci. Rappelons quelques données significatives, tirées des publications du parti lui-même. Dans la deuxième moitié de 1984, par exemple, le PCI avait 187 000 membres au dessus de 70 ans et 178 000 en dessous de 30 ans (1) ; 4,62% de ses membres avaient plus de 80 ans et 4,10% moins de 26 ans. L'âge moyen du parti à l'époque était de 49 ans. La situation n'a pas sensiblement changé depuis lors.

Fin 1984, le Comité central du PCI avalisait un projet que la direction de la FGCI avait préparé pour son XXIII^e Congrès. Le but de ce projet était de créer les conditions d'une relance de l'organisation, "de lancer une opération de refondation et d'ouvrir une véritable phase de reconstitution".

Le projet portait d'une constatation très générale, juste : "On doit aux jeunes une grande partie des luttes les plus importantes de ces dernières années : pour la paix, pour la sauvegarde de la nature et de l'environnement, contre les pouvoirs criminels (mafia et camorra), pour une nouvelle qualité de la vie et une nouvelle culture". Il expliquait que "le rapport jeunes-politique semble passer de plus en plus par de grandes options idéales, celles de la paix, de la liberté et de la défense de l'environnement. En partant de ces grandes options, le problème se pose de donner une identité nouvelle aux forces organisées elles-mêmes". La crise des mouvements traditionnels de jeunesse, liés aux partis, et ne faisant que trans-

1) Rappelons que les effectifs du PCI oscillent autour de 1,5 million.

mettre une ligne politique décidée par les adultes, était jugée comme absolument "irréversible".

Dans ce projet on tirait la conclusion que la FGCI devait acquérir une autonomie totale par rapport au parti et transformer assez radicalement ses structures : "Nous devons envisager un très large réseau articulé pour assurer la présence des jeunes communistes, avec un caractère fédératif accentué". Plus concrètement, la FGCI devait maintenir "une fédération de plusieurs organisations ayant leur propre remise de cartes et leurs propres groupes dirigeants". On envisageait quatre niveaux d'organisation, c'est-à-dire : 1) la ligue des lycéens communistes et la ligue des étudiants communistes ; 2) la ligue des chômeurs et des jeunes travailleurs ; 3) la ligue des cercles organisés sur une base territoriale ; 4) les centres d'initiative.

Le XXIIIe congrès

Le XXIIIe congrès qui s'est tenu en février 1985, approuva ce projet et les changements qu'il impliquait, en décidant en même temps d'abandonner le centralisme démocratique. Deux ans après, la conférence de Modène poussait encore plus loin la transformation organisationnelle dans le sens de la décentralisation.

Comme l'expliquait le quotidien du Parti communiste, *l'Unità* (10 février 1987), "les ligues, les cercles, les centres se regrouperont dans des conseils fédéraux, territoriaux, composés pour moitié de membres élus sur des bases unitaires et pour moitié de membres élus proportionnellement par les structures existantes sur le territoire donné". Un conseil fédéral national sera élu sur les mêmes critères.

Cette mutation organisationnelle n'est pas allée de pair avec des changements réels sur le terrain politique. Le leit-motiv des résolutions, des rapports, d'innombrables articles et interviews de dirigeants et notamment du secrétaire à l'organisation, Pietro Folena, est la proclamation réitérée de la nécessité de "faire un saut qualitatif, de se renouveler, de découvrir, d'inventer, de refonder, etc." Mais le plus souvent ces excellentes intentions ne débouchaient que sur l'utilisation de concepts fumeux et d'une terminologie prétendument sophistiquée ou sur des interprétations idéalistes, voire moralistes, d'idées fondamentales du marxisme et du mouvement ouvrier.

Par exemple, le texte du XXIIIe congrès parlait d'un "nouveau socialisme" en expliquant, entre autres : "Nous considérons que la modification structurelle de la société, le processus constant de socialisation de fonctions autrefois privées est un besoin qui ne saurait être

éludé. Mais en même temps un tel besoin ne naît que si l'on fait un choix éthique en faveur des valeurs d'égalité, de justice, de liberté... Pour nous le socialisme n'est pas non plus un processus voulu et pensé par un seul protagoniste, la classe ouvrière, qui, en se libérant, libère la société tout entière. Il est, par contre, la construction de différents protagonistes qui cherchent des réponses aux questions cruciales de notre époque."

Le débat du congrès n'a guère apporté non plus de clarifications. *L'Unità* elle-même remarquait dans son commentaire que les interventions n'avaient pas fourni beaucoup d'éléments sur ce qu'il fallait proposer aux jeunes ni sur ce qu'il fallait faire...

Le fait est que la FGCI n'avait et n'a toujours pas de projet politique propre, de stratégie politique propre.

Fondamentalement, ses axes stratégiques restent ceux du parti communiste dont elle a suivi et suit l'évolution de plus en plus ouvertement social-démocrate. Elle accepte le cadre de la société bourgeoise en se limitant à proposer des réformes du système. Elle partage également la perspective "européenne" du parti en s'opposant aux "deux blocs" qu'elle met sur le même plan, mais en acceptant l'OTAN, présentée comme un "pacte défensif", ce qui est une mystification. Ajoutons, en passant, que sur cette dernière question il y avait eu au XXIIIe congrès le débat le plus vif puisque des délégués avaient proposé que la FGCI se prononce pour le retrait de l'Italie de l'OTAN. Les dirigeants s'étaient tirés d'affaire en proposant à leur tour un amendement mi-chèvre mi-choux, qui leur permettait de maintenir pour l'essentiel l'orientation du projet.

Autonomisation organisationnelle et politique

Néanmoins, tout cela n'a pas empêché la FGCI d'assumer parfois, dans le cadre de son autonomisation organisationnelle, des attitudes différentes de celles du Parti. Ainsi, lorsque le groupe parlementaire du PCI a pris une position ambiguë dans le débat sur le nucléaire et appuyé substantiellement le plan énergétique du gouvernement, elle a exprimé publiquement son désaccord. Ensuite, elle s'est engagée dans la campagne de signatures pour les trois référendums sur le nucléaire alors que le PCI prônait un référendum purement consultatif.



Plus récemment, elle a critiqué la décision du PCI de voter en faveur de l'ancien Premier ministre Spadolini, reaganien de choc, comme président du Sénat. Elle n'a pas caché, à plusieurs reprises, son mécontentement à l'égard des syndicats, en les critiquant, par exemple, parce qu'ils n'avaient décidé d'aucune grève à l'occasion de la "marche pour le travail", lancée avec un très grand succès en décembre 1985 par différents mouvements et organisations de jeunes.

Les raisons d'une adhésion

Du point de vue organisationnel, la FGCI n'a pas été capable de se renforcer substantiellement, même si elle a pu faire état d'un certain recrutement au cours des dernières années. Début 1985 elle avait 45 000 adhérents, dont 16 000 femmes. Deux ans plus tard, la conférence de Modène a fixé comme objectif 55 000 membres (100 000 pour 1990). Ajoutons que le critère de militantisme n'est pas trop rigide. Il suffit de rappeler qu'aux réunions préparatoires du XXIIIe congrès n'ont participé que 10 000 membres et 13 800 à celles qui préparaient la conférence de Modène. Le rapporteur à cette conférence, Pietro Folena, a même fait état de membres n'établissant un contact avec l'organisation qu'une fois par an !

A la fin de 1986 la FGCI avait mis l'accent sur des succès reportés lors des élections aux conseils d'établissement dans les lycées. Ses listes, baptisées "arc-en-ciel", auraient obtenu, selon les zones, entre 40 et 50% des voix. Mais ces élections ont une portée très limitée du fait que seule une petite minorité d'élèves y participe.

Le débat, après la défaite électorale du PCI en juin 1987, a été aussi l'occasion d'un bilan de l'organisation des jeunes. C'est en effet un bilan réaliste que le secrétaire Pietro Folena a dressé devant

le Comité central du parti : la FGCI n'est présente que dans 20% des lycées ou des écoles supérieures et des universités, dans 15% des communes, dans "un nombre dérisoire" d'usines. Dans les grandes villes "sa présence est encore plus mince". Les résultats électoraux étaient, par ailleurs, éloquents : selon une enquête dont personne n'a contesté le bien-fondé, alors qu'au total le PCI remportait 26,6% des voix, le Parti socialiste (PSI) 14,3% et la Démocratie-chrétienne (DC) 34,3%, parmi les jeunes, le PCI obtenait 14%, le PSI 18,4%, et la DC 24% (dans les grandes villes respectivement, 15,8%, 20,2% et 22,3%). PCI et FGCI ont donc de bonnes raisons de s'inquiéter.

Il est évident que la décision d'adhérer à l'Internationale socialiste des jeunes a été inspirée par l'espoir d'élargir la marge de manœuvre de la FGCI à l'échelle internationale et de renforcer les rapports qu'elle avait déjà avec des organisations socialistes, dont en premier lieu les jeunes de la social-démocratie allemande.

Dans l'esprit de ce qu'on appelle le "nouvel internationalisme", en d'autres termes un "internationalisme" qui implique les rapports internationaux les plus disparates, sans engagement aucun, les dirigeants de la FGCI ont expliqué, que l'adhésion à l'IS n'est pas incompatible avec la présence dans la FMJD, à laquelle la FGCI a adhéré dès sa formation.

La décision de la FGCI - qui, faut-il le souligner, a été prise sans convoquer aucun congrès ni conférence nationale - a provoqué des réactions dans le parti. Cela amenait l'*Unità* à publier le 8 octobre, un article d'Armando Cossutta, un des opposants les plus connus (Cf. *Inprecor* numéro 211, du 20 janvier 1986), qui demande une discussion dans toutes les instances du parti, et exprime son désaccord en disant notamment : "L'Internationale socialiste est une organisation mondiale (et non seulement européenne) composée de socialistes et de sociaux-démocrates : pourquoi les communistes devraient-ils y entrer ?"

Le Bureau de presse du PCI publiait dans le même numéro du journal son propre commentaire en expliquant que "la décision de la FGCI non seulement est un acte qui est du domaine d'une autonomie acquise depuis longtemps, mais est aussi en harmonie avec les orientations générales du PCI."

On ne saurait contester ce dernier point. La décision de la FGCI correspond à une logique politique incontestable. N'en déplaise à Cossutta, les jeunes "communistes" italiens ont choisi une maison qui leur convient parfaitement. ■

15 octobre 1987.

ETAT ESPAGNOL

Manifeste de la gauche syndicale

EN NOVEMBRE PROCHAIN se tiendra le IV^e congrès confédéral des Commissions ouvrières. C'est une échéance importante pour le mouvement ouvrier, après un semestre et un enjeu particulièrement décisif pour le courant de la gauche syndicales face aux divers courants réformistes (1). C'est dans ce cadre que plus de 500 hommes et femmes, militants syndicaux de longue date, membres de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), du Mouvement communiste (MC) ou indépendants, ont signé un Manifeste qui rassemble les positions qu'ils défendront dans le cadre du congrès.

Nous publions des extraits de ce Manifeste, paru dans *Combate*, organe de la LCR

DOCUMENT

CERTAINS TRAITÉS POLITIQUES importants marquent le contexte dans lequel va se dérouler le IV^e congrès confédéral. Les attaques du patronat et la politique anti-ouvrière du gouvernement du PSOE se poursuivent, mais nous avons également connu un riche processus de mobilisations qui a montré le rejet populaire de cette politique et une volonté de lutte plus importante de la part de la classe ouvrière.

Notre syndicat qui est sorti renforcé de la grève générale du 20 juin 1985 et du résultat des élections syndicales de 1986 (2) et qui a eu une présence de direction importante dans les luttes de cette année, a de lourdes responsabilités et d'intéressantes possibilités dans cette situation. Développer ces possibilités implique que les Commissions ouvrières soient capables de transformer ce malaise social en mobilisation généralisée, en créant un processus de résistance et d'accumulation des forces, de reprise de la combativité et de la participation de notre classe pour faire face à une offensive capitaliste qui va persister dans le futur.

Pour ce faire, il est nécessaire qu'il y ait une profonde réflexion autocritique dans les CO sur la ligne de concertation et de "solidarité nationale" suivie ces dix dernières années. Il faut définir une politique de classe claire pour affronter les nouveaux enjeux que pose l'offensive capitaliste au syndicalisme. Et il est nécessaire que nous sachions faire de la démocratie interne et de la participation ouvrière, l'instrument fondamental de notre renforcement organisationnel. Voilà

les trois questions clés que devrait résoudre le IV^e congrès.

Une alternative

500 camarades, hommes et femmes, ayant des responsabilités diverses dans notre syndicat et une large trajectoire de défense des positions de la gauche syndicale, représentant un large courant d'opinion dans les Commissions ouvrières, ont considéré que les Thèses officielles ne sont pas une réponse adéquate à ces trois questions. C'est pour cette raison que nous avons décidé de défendre une ligne alternative, qui se traduira sous forme d'amendements dans ce congrès.

Nous considérons que pendant cette décennie, les résultats néfastes de la politique de pacte social ont été amplement démontrés (...) Pour nous, il ne peut y avoir d'autre conclusion que l'abandon définitif de toute politique de concertation sociale et de "solidarité nationale" et son remplacement par une ligne de mobilisation, de résistance, de solidarité de classe.

Nous considérons qu'aujourd'hui, le

(1) La crise sans fin du Parti communiste espagnol (PCE) se répercute bien évidemment à l'intérieur des CO. Ce fut notamment le cas en mars dernier quand les partisans de l'ancien secrétaire général du PC, Santiago Carrillo, regroupés aujourd'hui au sein du Parti des travailleurs d'Espagne-Unité communiste (PTE-UC) se sont alliés avec une partie de l'appareil de PCE, notamment de Catalogne, pour mettre en minorité contre la grève générale la direction confédérale (Camacho) qu'appuyait l'actuel secrétaire général du PCE, Gerardo Iglesias. De même, la direction carrilliste a décidé de présenter un contre-rapport alternatif lors du prochain congrès du syndicat.

(2) Voir *Inprecor* numéro 236 du 16 février 1987

syndicalisme est face à de nouveaux enjeux. L'offensive capitaliste implique la précarité de l'emploi, l'économie souterraine, l'implantation de nouvelles technologies, la flexibilité, la mobilité, la polyvalence dans les postes de travail, de nouvelles vagues de reconversion industrielle et de licenciements, produit en grande partie de l'intégration au sein de la CEE, le démantèlement du soi-disant "Etat-providence"... Ce sont là des problèmes dont le syndicalisme doit écarter sans ambiguïté toute forme de co-responsabilité et de "co-gestion" - que nous retrouvons si assidûment dans les Thèses officielles - pour s'orienter clairement vers une perspective d'opposition et de résistance.

Nous considérons également que le renforcement organisationnel des Commissions ouvrières est aujourd'hui possible. Mais certains pensent qu'un tel renforcement signifie une reconnaissance et une présence institutionnelle, parvenir au financement du syndicat par l'Etat - avec toutes les servitudes que cela implique - et se consacrer à une action syndicale qui est discrimination vis-à-vis des travailleurs non affiliés, allant jusqu'à l'extrême d'exiger l'adhésion au syndicat comme condition pour avoir un emploi (...). Nous pensons, au contraire, que le renforcement des CO doit venir de l'approfondissement de la démocratie intérieure et de la participation ouvrière, le courant d'adhésion au syndicat étant le produit d'un travail actif, patient et combatif de présence dans les problèmes et les luttes du monde du travail.

Les leçons de l'expérience

L'expérience que nous avons connue depuis le IIIe Congrès (tenu en 1983, ndlr), confirme nos propositions. La ligne officiellement approuvée lors de ce congrès a rejeté une orientation de résistance que proposaient de larges secteurs du syndicat et réaffirmé une orientation favorable à la concertation et aux accords généraux. Et pourtant, la pratique a obligé le syndicat à infléchir sa politique vers une ligne de plus grande résistance et de lutte. Nous n'avons signé aucun accord et nous n'avons pas signé l'AES (3). Nous sommes allés à la grève générale du 20 juin 1985 qui imprima une dynamique plus combative à notre syndicat. Depuis lors, nous avons enregistré une reprise de l'adhésion aux CO et les élections de 1986 furent un succès à la différence de ce qui s'était produit lors des scrutins précédents. La classe ouvrière a donné un avertissement au syndicalisme d'assistance et de conciliation de l'UGT et un appui important aux CO parce qu'elle nous vit plus combatifs.

Au printemps de cette année, le tor-

rent de luttes sociales avait créé des conditions plus que favorables pour aller vers une nouvelle grève générale. Mais, l'étrécissement de vue de certains - qui tendent à cantonner le syndicat à l'entreprise et à l'assujettir aux seules mobilisations partielles - et d'autres - qui ont une conception réformiste de l'action syndicale, une grande méfiance dans la réponse de la classe ouvrière et qui, surtout, ont peur de la grève générale comme instrument "normal" de lutte - rendirent impossible cette convocation lors d'un vote serré au Conseil confédéral.

La direction a joué le rôle de frein de la base. Cette décision fut une erreur grave qui a mis le syndicat en arrière et non devant ses responsabilités et possibilités.

Que s'est-il produit ensuite ?

Une fois oubliée la perspective de mobilisation, le syndicat s'est engagé dans une dynamique de concertation d'où rien de bon ne sortira pour nous, écartant dans la pratique la dynamique de l'action et de la lutte qui avait porté de si beaux fruits.

Les Commissions ouvrières à la croisée des chemins

Les Commissions ouvrières sont à la croisée des chemins en matière d'orientation. Il existe des secteurs qui font pression pour une plus grande modération, d'autres, comme nous, qui considèrent qu'il est l'heure de faire un tournant radical vers la gauche (...)

Le courant de gauche syndical, que nous représentons, a plus que jamais la responsabilité et l'obligation de défendre une ligne alternative cohérente pour que les Commissions ouvrières deviennent un syndicat de combat et démocratique. Les points suivants résument cette ligne :

- opposition au pacte social, pour une politique de résistance et de solidarité de classe ;

- reprise des mobilisations, des méthodes d'action plus démocratiques, combattives et solidaires (assemblées, grève, piquets, solidarité avec les luttes en cours...) et de la grève générale comme instrument de l'action syndicale ;

- défense intransigeante du pouvoir d'achat des salariés par des augmentations salariales fixées suivant l'indice des prix de l'année précédente. Défense de la réduction de la journée de travail, des 35 heures, opposition aux heures supplémentaires et à la mise en place de troisième ou de quatrième équipe. Contre la philosophie du "troc" dans les négociations collectives visant à obtenir de meilleures conditions économiques en

échange de concessions sur le plan des conditions de travail ;

- opposition à la ligne de co-responsabilité et de "cogestion" à l'heure d'aborder des questions comme les nouvelles technologies ou les modifications de l'organisation du travail ;

- contre l'intégration à la CEE, pour exiger la sortie de notre pays de la Communauté ;

- pour un syndicat féministe luttant pour les pleins droits civils et économiques des femmes travailleuses, pour leur participation pleine et entière à la vie syndicale et contre toute forme d'agression ou de discrimination des femmes ;

- Pour la mise en place de la plus grande démocratie interne, la fin de toute pratique bureaucratique et la recherche de la participation maximum de la classe ouvrière, base du renforcement des CO ;

- Revendication d'un syndicalisme socio-politique et internationaliste, engagé dans la solidarité avec Euskadi, dans la défense des libertés, dans la lutte pour la paix, contre l'OTAN, les bases et le militarisme, dans la défense de l'écologie et dans la solidarité avec les luttes et les processus révolutionnaires dans le monde ;

Nous appelons toutes et tous les camarades des Commissions ouvrières qui partagent ces positions à les défendre dans le processus de préparation du congrès et nous en appelons particulièrement à tous ceux qui les ont défendues dans le passé afin qu'ils continuent de le faire avec la même fermeté et le même enthousiasme qu'ils ont démontrés lors des précédents congrès. ■

Septembre 1987

(3) L'AES (accord économique et sociale). Alors que depuis 1977 (Pacte de la Moncloa), les Commissions avaient signé tous les pactes sociaux avec le gouvernement, en 1983, elles refusaient de souscrire à l'AES que signa l'UGT.

RECTIFICATIF

Deux (!) erreurs malencontreuses se sont glissées dans l'article sur les Philippines du numéro 250. Dans l'article de notre collaborateur Paul Petitjean, page 16, à la suite d'une erreur de transcription de bande, il était écrit "une dizaine de militaires ont manifesté..." alors qu'en réalité il s'agissait "d'une dizaine de milliers de personnes" ! Ce n'est pas exactement la même chose. La page d'avant, le message de condoléances du SU était adressé à Bayan et non au Partido ng Bayan. Que notre collaborateur et nos lecteurs nous excusent de ces "coquilles".

Thomas Sankara renversé

APRES QUATRE ANS de "révolution burkinabé" le capitaine Thomas Sankara a été tué le 15 octobre lors d'un putsch dirigé par son principal collaborateur, le capitaine Blaise Compaoré. Le coup d'Etat a opposé des fractions de l'armée et ne semble pas avoir impliqué une partie de la population. Dès que sa mort a été annoncée, par contre, plusieurs milliers de personnes se sont rendues sur sa tombe. Un profond désarroi semble avoir atteint toutes les couches militantes qui s'étaient engagées ces dernières années dans l'action politique.

La nouvelle équipe dirigeante semble être composée de la majorité du Conseil national de la révolution que dirigeait Sankara. Elle aura beaucoup de mal à expliquer que son exécution était la solution attendue, quels que soient les problèmes et le mécontentement social que pouvaient rencontrer le régime dans la dernière période. Une partie de la population qui commençait à douter n'est probablement pas prête à penser que l'assassinat de Sankara était la solution attendue. Indépendamment de la nature de la "rectification de la révolution" annoncée par Blaise Compaoré, la purge sanglante de Ouagadougou passera difficilement aux yeux des Burkinabé pour un acte révolutionnaire.

Claude GABRIEL

UN COMMUNIQUE OFFICIEL annonçait que *"les révolutionnaires sincères, déjouant le complot et évitant du coup à notre peuple un bain de sang inutile, ont décidé de prendre leurs responsabilités historiques et d'agir"*. Selon les auteurs du coup d'Etat, Sankara n'aurait pas accepté d'être mis en minorité au sein de la direction. Il aurait envisagé d'interdire les partis et syndicats indépendants et aurait projeté la mise sur pied d'un parti unique. Ils ont précisé que pour eux, il s'agissait de mettre fin à des méthodes qui relevaient *"de l'excentricité et de l'immaturité"*.

La fin de Sankara

La fin de Thomas Sankara, au terme de divergences au sein de l'équipe dirigeante et d'un règlement de compte entre quelques personnes, montre les limites du processus politique engagé au Burkina depuis quatre ans. Son exécution surprise illustre bien la coupure qu'il pouvait y avoir entre le pouvoir réel et la masse de la population, malgré l'effort honnêtement entrepris par une partie de l'équipe dirigeante.

La "révolution burkinabé" commence le 4 août 1983 quand Thomas

Sankara prend le pouvoir à la tête d'un "Conseil national de la révolution". Premier ministre du régime Ouedraogo, il avait été incarcéré en mai 1983 pour "complot". Deux mois plus tard, un soulèvement de la base de parachutistes de Po dirigée par Blaise Compaoré avait mis fin au régime en place et libéré Sankara.

Un Conseil national de la révolution est proclamé, qui crée son audience sur la dénonciation de la corruption et de la soumission au néo-colonialisme. Très vite, le pouvoir bénéficie du charisme de Sankara qui incarne à lui tout seul la "révolution burkinabé". La forte personnalisation du pouvoir s'explique par la fragilité et la faiblesse du groupe dirigeant. Mais la personne de Sankara symbolise par ailleurs "l'homme nouveau" qui est proposé comme le but à atteindre par tous pour sortir le pays de la crise. La bataille pour le développement est souvent présentée comme l'enjeu d'une vaste rédemption de la société, chacun et chacune devant faire le ménage devant sa porte... L'appel par exemple à généraliser le sport sur les lieux de travail relève de cette conception purificatrice de la révolution.

Au plan international, Sankara avait étonné par la simplicité de son langage

et la justesse de ses jugements. C'est cette personnalité, plutôt originale parmi les dirigeants africains, qui avait fait forte impression parmi la jeunesse de l'Afrique de l'Ouest. Au-delà de la personne de Sankara, la "révolution burkinabé" avait soulevé l'enthousiasme et la sympathie dans tous les milieux anti-impérialistes. La perplexité et les doutes quand au processus politique lui-même n'ôtaient rien au désir de voir ce petit pays réussir face aux pressions impérialistes. Car s'il faut souligner les spécificités du cas burkinabé, il faut aussi en comprendre la part d'analogie avec tous les autres régimes "progressistes" ou "marxistes-léninistes" que compte l'Afrique noire.

A l'origine, pourrait-on dire, il y a le retard socio-économique de ces Etats, un retard qui limite fortement les possibilités de développements révolutionnaires à une échelle régionale. L'Afrique n'est aujourd'hui ni l'Amérique latine, ni le Moyen-Orient ni l'Asie. Il n'y a pas eu pour le moment de dialectique régionale qui ait pu réduire substantiellement le cloisonnement de chacun de ces pays, notamment en Afrique de l'Ouest, et qui ait permis des développements politiques internationaux réduisant les inégalités de situation.

L'immense retard social

Un tel retard limite aussi la conscience de classe d'un prolétariat industriel encore microscopique, limite les possibilités de révolte paysanne, faute d'une conscience collective réelle. Sankara parle de *"l'inexistence d'une classe ouvrière consciente...et organisée, par conséquent"*.

De même, ce retard trouve son reflet dans des classes dirigeantes faibles, écartelées par des intérêts régionalistes et ethniques, pourries par la corruption.

Enfin, ce retard aboutit à un appareil d'Etat largement dépendant pour son simple fonctionnement de l'aide française (40% du budget de fonctionnement) et de la coopération impérialiste.

Nous touchons ici à l'expression ultime du développement inégal et combiné dans ses effets endogènes, au sein d'un Etat.

Dans ce contexte le projet de révolution anti-impérialiste se heurte à plusieurs grands problèmes : quelle mobilisation populaire peut-on escompter et quelles couches ou classes sociales seraient-elles susceptibles de vertébrer réellement un processus révolutionnaire ?

La "révolution" n'est pas ici portée par une bourgeoisie progressiste avide d'en finir avec l'oppression nationale et les vestiges de la vieille société. Elle n'est pas non plus portée par un prolé-

riat naissant dont les premières radicalisations s'exprimeraient sur le terrain démocratique et anti-impérialiste.

Les manifestations populaires des 20, 21 et 22 mai 1983 après que Sankara, premier ministre ait été arrêté, n'ont pas, contrairement à ce qu'écrit Sankara, "contribué à mettre à nu l'exacerbation des contradictions de classes de la société voltaïque". Les militaires progressistes en relation avec un certain nombre de groupes de gauche saisissent l'occasion d'un coup d'Etat. Mais cette "révolution" se prépare d'en haut, dans les sphères très réduites des jeunes officiers et des intellectuels. Elle s'appuie sur des fractions de classes sans qu'il y ait réellement un bloc social révolutionnaire qui ait été lentement préparé à la lutte.

C'est une "révolution" sans classe candidate au pouvoir. C'est donc une "révolution" où vont se concurrencer et se télescoper toutes sortes de substituts sociaux à une réelle classe dominante.

La révolution nationale et populaire

Un des paradoxes est bien que la "révolution démocratique" installée par un putsch militaire se soit dotée d'une direction influencée par les conceptions marxistes-léninistes. Cet écart entre la réalité objective et l'idéologie du pouvoir ne s'explique que par le retard de la formation sociale dans un environnement capitaliste dominant.

Le régime de Sankara fait le grand écart pour concilier les besoins de la lutte contre le sous-développement dans un pays socialement arriéré et l'exigence d'une interprétation marxiste du monde correspondant à la réalité internationale du développement capitaliste.

Les dirigeants de la "révolution burkinabé" se réclament de la théorie de la révolution nationale et populaire. Pour comprendre la trame de cette position il ne faut pas simplement en revenir aux positions staliniennes ou aux écrits maoïstes. Il faut aussi et surtout se reporter aux débats byzantins des étu-



Blaise Compaoré (DR)

dants africains des ex-colonies françaises dans les années 60 et 70. Il faut replacer l'ensemble de ces discussions entre courants maoïstes et prosoviétiques divers au sein de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) dans leur contexte social et politique particulier.

Thomas Sankara a apporté une touche personnelle à cette théorie et surtout, il a consciemment et fermement cherché à la mettre en pratique dans toute sa logique à la différence de la grande majorité des protagonistes de l'époque. La différence entre les débats obscurs et confus des étudiants africains des années 70 et le cas du régime Sankara, c'est que le second a laissé tomber une part de la rhétorique formelle pour suivre une voix plus pragmatique (1). C'est d'ailleurs dans ce domaine aussi qu'il s'est différencié des régimes "marxistes léninistes" du Bénin ou du Congo, ou même de celui du Ghana, où le verbiage marxiste cache depuis fort longtemps une démission totale face aux pesanteurs néo-coloniales.

L'empirisme militant de Sankara se reflétait dans un langage simple, plutôt sympathique pour qui supporte mal les professions de foi ampoulées des régimes "progressistes" africains. C'est cet empirisme qui lui permit de faire un constat lucide sur la situation de son

pays et de l'Afrique noire.

Dans un tel contexte, le projet de révolution nationale et populaire se veut réaliste. La "révolution burkinabé" d'août 1983 n'a été possible qu'en raison de l'extrême fragilité de l'appareil d'Etat : un Etat à l'articulation de plusieurs modes de production mais qui, en réalité est dépossédé de la régulation des rapports capitalistes dominants au profit de la France et des entreprises étrangères.

Une fois arrivée au pouvoir, c'est-à-dire une fois accomplie la "révolution au sommet", l'équipe Sankara est confrontée à la question de "comment déclencher" la révolution en bas" ? L'appareil d'Etat n'a pas changé. Ses rouages peuvent être réformés mais sa fonction demeurera tant que de la société n'apparaîtront pas des relations sociales alternatives aux anciennes,

en milieu rural et en ville. Il faut donc procéder à sa "destruction" après la prise du pouvoir par les militaires. Même "démocratique et populaire", la révolution doit poser le problème de l'appareil d'Etat et de son armée. Or cette dernière n'est pas bouleversée après le 4 août 1983. Elle est épurée puis encadrée par les Comités de défense de la révolution (CDR) mais elle reste une armée de 6 000 hommes qui a seulement changé de chef et de gouvernement. La manière dont Sankara vient d'être renversé, le caractère apparemment "prétorien" du débat et de sa conclusion tragique, montrent bien le problème.

Une contradiction insoluble

Le nouveau régime se heurte alors à ses propres contradictions. Il arrive au pouvoir avec un projet révolutionnaire sans avoir au préalable construit un mouvement de masse, sans avoir organisé les classes laborieuses et sans avoir regroupé une avant-garde consciente. Ni classe candidate au pouvoir ni parti !

La sémantique ne peut seule résoudre cette difficulté en qualifiant convention-

(1) Il reste des traces des débats de l'époque notamment dans la référence au "centralisme démocratique" pour le fonctionnement des organes de l'Etat.

nellement de "révolution nationale démocratique" ce qui ressemble à une révolution mais qui en réalité ne dispose pas de la base sociale pour l'accomplir. Le réalisme commande d'abord des réformes démocratiques et nationales... Mais l'utopie ne consiste-t-elle pas à vouloir faire une révolution, quelle qu'elle fut, sans classe dominante potentielle ?

Durant quelques mois il existe une certaine disponibilité populaire. La lutte contre la corruption, le projet de développement, la dénonciation de l'impérialisme, l'appel aux femmes favorisent un début de mobilisation sociale. Mais il faut hâter le processus et secouer le peuple burkinabé...

La création des Comités de défense de la révolution (CDR) correspond à ce dessein. Dans un premier temps elle s'appuie sur le développement spontané d'un militantisme social mais elle relève fondamentalement d'un projet volontariste sur le long terme. Très vite, trop vite pour l'équilibre du régime lui-même, les CDR cumulent les tâches de regrouper la fraction d'avant-garde et celle de constituer en même temps la base sociale large de la révolution.

Forcer la main d'une société

Hormis les tendances au bureaucratisme et à l'arrivisme ainsi développées, apparaît au sein des CDR le sentiment que toutes les couches de la société sont rétives au projet révolutionnaire : les salariés qui bénéficient d'un niveau de vie incomparablement supérieur à celui des paysans, la petite-bourgeoisie qui craint pour ses revenus, et même la petite paysannerie qui se cramponne à son mode de vie et à ses préjugés. Dès lors, l'autoritarisme prend le pas sur la persuasion. Il faut forcer la main d'une société paralysée par le conservatisme. Jean Ziegler écrit à ce propos : "je le dis comme je le pense : les CDR sont un instrument peu fiable, fragile et incertain. Je ne critique pas le choix stratégique de Sankara : dès 1983 il n'avait probablement pas d'autre choix que d'affronter les pouvoirs traditionnels ; pas d'autre choix non plus, évidemment, que de résister aux tentatives d'hégémonie de tel ou tel parti de gauche, de telle ou telle organisation syndicale. Mais l'arme qu'il a forgée pour servir sa stratégie me paraît - je le répète - une arme partiellement inopérante. Les CDR sont composés surtout de jeunes gens et de jeunes filles liés à Sankara par des liens d'enthousiasme, d'adhésion spontanée. Mais comment contrôler les CDR ? Les exactions des CDR sont nombreuses, leur organisation est fragile, l'encadre-

ment rudimentaire, la formation idéologique souvent inexistante" (2).

De là découle un débat quant aux forces sociales sur lesquelles il serait possible de s'appuyer en pareille situation. Au moment de la prise du pouvoir militaire en août 1983, aucune alliance des classes laborieuses ne s'est encore réalisée par une convergence des luttes revendicatives. L'alliance "ouvrière et paysanne" objectivement nécessaire, n'a pas le moindre début d'application pratique : il n'y a pas de danger extérieur menaçant le territoire national et unifiant une résistance populaire ; il n'y a pas de guerre civile contre les anciennes classes dominantes, anciens "chefs de terre" et spéculateurs. Dans ces conditions comment galvaniser les classes laborieuses et réaliser leur unité révolutionnaire ?

Sur qui s'appuyer ?

En l'absence de fortes mobilisations avant la prise du pouvoir, c'est donc après qu'il convient de déterminer sur quelles couches ou classes sociales le régime doit s'appuyer, et comment la mobiliser.

Or deux histoires se juxtaposent : celle du coup d'Etat militaire et de l'apparition des CDR et celle, bien antérieure, de petits groupes de gauche, pro-soviétiques ou maoïstes, s'appuyant dans les villes sur une série de syndicats parmi les enseignants, les fonctionnaires et les travailleurs des services publics.

Ce syndicalisme a les qualités et les défauts des courants politiques qui l'inspirent. Il défend un certain nombre de revendications traditionnelles en matière de salaires et d'emploi mais n'a aucun projet politique crédible pour le pays. Or au Burkina, où l'essentiel de la population est rurale ou hors du salariat classique, faut-il juger ces couches salariées comme conservatrices, voire comme une aristocratie ouvrière contre-révolutionnaire ? Faut-il considérer les directions syndicales comme un frein au projet révolutionnaire ? Thomas Sankara est visiblement tenté par cette conclusion. Les vrais prolétaires africains ne seraient-ils pas les paysans puisqu'ils sont pour l'essentiel les seuls producteurs de richesse du pays ?

Il s'agit là d'un vieux débat qui remonte à Frantz Fanon mais qui a connu un nouvel essor dans les années 70 quand se développèrent les études sur les rapports ville-campagne. La paupérisation des zones rurales, la crise paysanne et la chute de la productivité agricole mettaient en évidence l'extravagant échange inégal entre villes et campagnes

africaines. De là à penser que toutes les couches urbaines étaient, au sens strict, exploiteuses de la paysannerie, il n'y avait qu'un pas que certains africanistes franchirent.

Dans son discours du 2 octobre 1983 Sankara donnait une analyse - par trop classique et dogmatique - de la définition de la société africaine : "la classe ouvrière voltaïque, jeune et peu nombreuse, mais qui a su faire la preuve, dans ses luttes incessantes contre le patronat, qu'elle est une classe véritablement révolutionnaire" et "le paysan voltaïque qui se trouve lié à la petite production incarne les rapports bourgeois de production". Mais en 1986, par contre, sa position a bien changé et on y pressent un projet social plus précis : "la misère qui entoure les villes rend consciente la différence qui existe entre la ville et la campagne. A tel point que nous, qui sommes en ville, risquons un jour de connaître le sort de ceux qui ont l'outrecuidance de se mettre à une table bien fournie et bien garnie devant des spectateurs très affamés. Spectateurs qui pourraient bien un jour monter à l'assaut de cette table et de cette injustice". Et sur les fonctionnaires, c'est un réquisitoire : "Considérons le budget. Il consacre plus de 60% de ses ressources à payer les fonctionnaires : 0,035% de la population... Et à lui (le fonctionnaire ndr), à tous ceux de sa caste, on consacre plus de 60% du budget national ! S'il est difficile de maintenir le train de vie des villes qui nous permet de tendre toujours plus vers les métropoles européennes ou autres que nous avons connues, il est possible par contre de construire des postes de santé primaires pour n'importe quel paysan... Avec cette démarche nous pourrions construire une société nouvelle".

La révolution des damnés de la terre ?

Interrogé sur le projet de nivellement des salaires, il répond : "il est incontestable que quelques centaines, voire des milliers de Burkinabé ont été durement touchés, en ce sens que les privilèges auxquels ils étaient habitués depuis fort longtemps leur ont été retirés" (3).

Quoi qu'il en soit le dilemme de Sankara ne pouvait que déboucher sur une terrible désillusion. Dans les conditions propres de la "révolution burkinabé" comment échapper au poids du milieu urbain et s'en aller chercher la mobilisation paysanne ? La "révolution démocratique et populaire" ne peut devenir une

(2) "Un nouveau pouvoir africain". Editions Pierre-Marcel Favre. Paris. 1986.

(3) Interview dans "L'Autre Journal". 26 mars 1986.

simple révolution des pauvres, une révolution des "damnés de la terre" plaçant le salariat urbain à la remorque. Et ce, d'autant que dans une révolution faite par le haut, il est bien difficile de créer puis de maintenir la mobilisation paysanne.

En d'autres termes, les rapports de forces politiques et les enjeux sociaux, malgré le poids démographique et économique des campagnes, continuent à se contrôler depuis la ville. Ne pas maîtriser les relations socio-politiques qui régissent la ville, c'est déboucher assez vite sur la crise et la débandade. Sankara l'a payé de sa vie.

Les alliés du pouvoir et le pluralisme

Cette question était d'autant plus importante qu'il existait au Burkina un certain nombre de petites organisations politiques "marxistes" dont la principale est la Ligue patriotique pour le développement (LIPAD) pro-soviétique, et quelques autres groupes pro-chinois, pro-albanais etc.(4). Issus des débats étudiants des années 60 et 70, ces groupes sont essentiellement présents en ville et n'ont aucun projet stratégique à long terme si ce n'est, eux-aussi, la référence à la révolution nationale et démocratique. Leurs divergences respectives portent sur le contenu de cette révolution et ses références internationales.

Sankara et ses amis ont évidemment cotoyé de longue date ces militants et ces groupes, certains en ont fait partie.

Le Burkina, avant l'arrivée de Sankara, avait été un des rares pays africains où malgré le carcan autoritaire du néo-colonialisme et les gouvernements militaires, le pluripartisme c'était maintenu officiellement ou de facto. Cet héritage, le nouveau régime devait l'intégrer dans son propre projet, ce qu'il fit en partie en intégrant notamment la LIPAD et l'Union de luttes communistes (ULC) au gouvernement. Mais dans la mesure où ces petits partis de gauche n'avaient aucune perspective à l'échelle du pays, la politique de Sankara apparaissait en définitive bien plus audacieuse que la leur.

Pourtant, très vite, la coexistence devint difficile avec la LIPAD, aboutissant au départ de ses ministres. Difficile notamment, parce que les projets de Sankara se heurtaient parfois aux intérêts propres de la base de ces groupes. (5)

Sankara avait pourtant le sens de la mesure et de la prudence. Il avait l'intelligence de comprendre que son pays ne pouvait se permettre certaines formules à l'emporte-pièce auxquelles nous ont habitués d'autres régimes africains. Il avait le souci de ne pas simplement produire une rhétorique à usage interne pour les seules couches dirigeantes

et il a très explicitement tiré le bilan de certains régimes "frères". Sachant ce qu'a été l'erreur des projets industriels surdimensionnés faits sur le modèle soviétique dans des pays comme l'Angola, Madagascar ou le Bénin, il précisait que "le Conseil national de la révolution ne se bercera pas d'illusions en projets gigantesques, sophistiqués".

Conscient qu'il lui fallait à lui aussi une base politique stable, il préféra un temps défendre la pluralité des partis que de se lancer comme d'autres en Ethiopie, en Angola ou au Mozambique dans la proclamation du "parti prolétarien" : "A l'avenir, un parti pourra voir le jour, mais nous ne voulons pas focaliser notre réflexion et nos préoccupations sur la notion de parti. Il y aurait danger à le faire. On le créerait pour respecter les canons révolutionnaires ("une révolution sans parti n'a pas d'avenir"), ou alors on le créerait pour appartenir à telle Internationale dont ce serait la condition d'entrée sine qua non... La condition serait que le parti joue son rôle de leader, de guide, d'élément d'avant-garde, qu'il conduise toute la révolution, qu'il soit intégré au sein des masses et que, pour cela, les éléments qui le composent soient des éléments sérieux, qui ont de l'ascendant et parviennent à convaincre, sans équivoque, par leur comportement. Mais au préalable il faut qu'on laisse les gens lutter sans parti, faire leurs armes sans parti, sinon on tombe dans la nomemklatura". (6)

Réalisme et utopie

Mais, le "gauchisme", le régime ne l'évitera pourtant pas. Sankara voulait naviguer entre deux écueils : ne pas chercher à construire un utopique parti révolutionnaire mais aussi ne pas s'adapter aux pressions de la vieille société. L'instrument qu'il pensait adéquat pour cette difficile navigation c'était les CDR, à la fois "organisations authentiques du peuple dans l'exercice du pouvoir révolutionnaire" et "détachements d'assaut" (discours du 2 octobre 1983). Ces Comités symbolisent le caractère volontariste de la "révolution burkinabé". Dans cette mesure, ils ont pu accomplir des tâches que l'administration publique était incapable d'assumer seule. Cela a été le cas dans le domaine de l'alphabétisation et surtout dans celui des "commandos" de vaccination des enfants.

Mais les CDR ne s'appuyent pas sur une large mobilisation populaire, ils s'y substituent peu à peu. C'est pourquoi aux dires mêmes des responsables des CDR, se sont multipliés depuis deux ans les conflits entre CDR et travailleurs des services publics, entre CDR et certaines

parties de la population. La Conférence nationale des CDR qui s'était tenue du 31 mars au 4 avril 1986 a largement mis en évidence ces problèmes et les documents qui en résultèrent sont remplis d'auto-critiques. Sensible à cette crise des CDR et de leur projet révolutionnaire, Sankara écrit en février 1986 : " Dans leur action économique, politique, culturelle, militaire, sportive, bref tant et tant de domaines dans lesquels... nous avons vu nos Comités de défense de la révolution se livrer à une bataille rude, parfois dans l'ingratitude de nos hommes, dans l'ingratitude de ceux-là même qui ont bénéficié des actions des CDR" .

Le pragmatisme

L'idée de la "révolution démocratique et populaire" se veut par définition prudente et pragmatique en s'opposant à toute conception d'une révolution plus radicale. Mais le problème n'est malheureusement pas entre "réalisme" et "utopie". Même prudent, le projet révolutionnaire doit s'attaquer aux racines du mal. Comment faire cela dans un pays où il apparaît bien difficile de ne pas habiller Pierre sans déshabiller Paul, dans un pays où les conditions subjectives d'une révolution n'ont pu, en définitive, être préparées ?

Voilà pourquoi les nuances de la pensée de Thomas Sankara n'ont pas évité les dérapages, les erreurs "gauchistes", si l'on veut se référer ici au vocabulaire communiste. Les conditions mêmes du Burkina font qu'à certains moments, le réalisme lui-même devient utopie.

La réforme agraire du 9 août 1984 nationalise le sol et le sous-sol. Mais elle élimine en même temps le système traditionnel des "chefs de terre" ce qui en fait un projet de bouleversement de tout le système social des campagnes (8). Les masses paysannes étaient-elles prêtes à

(4) Il existe au Burkina de nombreux groupes : la LIPAD, émanation du courant pro-soviétique Parti africain de l'indépendance (PAI) dont on trouve encore aujourd'hui trois fractions au Sénégal l'Union de luttes communistes (ULC) maoïste pro-albanaise. Le Rassemblement des officiers communistes (ROC), l'Union des communistes burkinabé, le Parti communiste révolutionnaire voltaïque.

A noter par ailleurs que jusqu'à maintenant, il semble avoir été possible de prendre d'importantes initiatives politiques de manière indépendante, à condition de s'inscrire positivement dans le projet du gouvernement. C'est notamment le cas du comité anti-apartheid qui a pris en charge la récente conférence internationale sur l'Afrique du Sud. Un CDR venait récemment de se former au sein de ce comité, indiquant par là même qu'il n'y avait pas identité stricte entre l'ensemble du comité et le régime.

(5) L'Humanité, organe du Parti communiste français écrivait le 21 août 1984 à propos des CDR : "une organisation qui a recruté le pire et le meilleur". Une façon de soutenir les thèses de la LIPAD tout en maintenant le soutien global au régime Sankara.

(6) "Un nouveau pouvoir africain". Pages 86 et 87.

(7) "Lolowullen", organe des CDR. 28 février 1986.

(8) Le Moro Naba, empereur des Mossi, fut un moment privé d'électricité parce qu'il ne la payait pas.

ces changements d'attitude ? Incontestablement oui, pour une partie d'entre elles, durant une première période. Mais sur le plus long terme quand, faute de mobilisation réelle, les chefs vont reprendre le contrôle idéologique et social des villages et des familles, l'affaire deviendra beaucoup plus difficile.

Le premier plan quinquennal explique que "le but visé par la réforme agraire et foncière est de détruire les entraves socio-économiques qui bloquent la production, de créer un cadre de production plus



approprié et les conditions d'une véritable promotion sociale pour les masses déshéritées". Or, parmi ces entraves se trouvent évidemment la structure traditionnelle qui place femmes et "cadets" en position de subordination vis à vis des "anciens".

Révolution sociale et révolution culturelle

Dans une société comme celle-là, une révolution ce doit être aussi la prise de pouvoir par les "cadets" et par les femmes. Cette révolution là, indispensable, bouleverse les milieux traditionnels, leur structuration lignagère et les hiérarchies sociales.

Elle est à la fois révolution sociale et révolution culturelle. C'est dire la difficulté et la durée d'un tel processus. Vouloir hâter les choses ne peut qu'aboutir à de terribles déboires.

Mais pour y réussir, il faut avoir constitué au préalable un vaste mouvement révolutionnaire composé de centaines de cadres très implantés dans leur milieu et aptes à mesurer chaque jour les avancées et les reculs de la conscience paysanne. On ne mène pas cette révolution comme on peut mener ailleurs l'expropriation d'un grand féodal ou la prise de contrôle d'une grande plantation capitaliste ! La "lutte des classes" au sein du village et au sein du clan est autrement plus compliquée à maîtriser (9).

Tous les régimes africains qui ont voulu "révolutionner" les campagnes se sont cassé les dents sur cet obstacle !

En ville aussi, la vigueur des mesures sociales n'a pas été sans poser de graves problèmes. La baisse des loyers et des frais de scolarité, la suppression de l'impôt de capitation (par personne), les actions en faveur des transports en commun et des logements sociaux ont favorisé un premier élan populaire. Mais, en même temps le gouvernement pour trouver les fonds, procédait aux "dégagements", licenciements et mise en retraite d'environ 10% des fonctionnaires, soit quelques 2 000 personnes. Une fois récupérés quelques milliards de francs CFA à la suite des procès contre la corruption et la spéculation, c'est directement aux salariés et aux étudiants que le régime réclame une forte contribution financière. Aux salariés les mieux payés, il a été demandé de donner un mois de salaire et de réduire leurs indemnités. Aux étudiants, on a demandé une contribution de 2 500 F CFA (soit 50 francs français) par mois. Dans un même temps, le taux d'imposition des commerçants était augmenté. Le 4 janvier 1984, Sankara décidait pour l'année 1985 de suspendre le paiement des loyers d'habitation à leurs propriétaires burkinabé et pour les baux commerciaux et industriels d'en faire verser les sommes directement à l'Etat. Tout cela aboutit à un certain désordre : un mécontentement des salariés et des étudiants, une perte de crédit parmi la petite bourgeoisie, une baisse du pouvoir d'achat général.

Confronté aux résistances syndicales et au mécontentement, le CDR de la garnison de Ouagadougou demandait "des sanctions d'extrême rigueur contre tous les renégats et leurs alliés à la solde de l'impérialisme". Le 6 février 1985, devant une assemblée de lycéens Sankara expliquait que "l'ennemi principal n'est pas la réaction de droite, mais la réaction de gauche" (10).

Entre CDR et syndicats

Mais ce qui va le plus compromettre, et pour longtemps, les alliances politiques tissées par le pouvoir en milieu urbain, c'est le licenciement de centaines d'enseignants qui avaient fait grève les 20 et 21 mars 1984 pour demander la libération de deux de leurs dirigeants syndicaux, qualifiés par les CDR de "contre-révolutionnaires".

A partir de cette date, les rapports entre une partie de la gauche traditionnelle et Sankara vont devenir conflictuels. Le rupture devait être consommée durant ces derniers mois après que le 23 mai 1987, Soumane Touré, secrétaire

général de la Confédération syndicale burkinabé (CSB), et appartenant à la LIPAD, ait été arrêté pour la seconde fois depuis 1983. Les CDR réclamaient son exécution et la LIPAD dénonçait de son côté le fait que les militaires se contentent selon elle de "résoudre les contradictions par la force". Le 1er mai avait déjà été l'occasion d'un front commun syndical dénonçant l'austérité, les licenciements et les restrictions au droit syndical. De nombreux tracts et appels unitaires circulaient pour avoir le droit de "commémorer le 1er mai en toute quiétude et indépendance" après que le 30 avril l'armée ait occupé la Bourse du travail de Ouagadougou, invitant les syndicats à organiser un rassemblement sous l'égide du gouvernement. Selon des syndicalistes, le ministre du Travail aurait alors qualifié les dirigeants syndicaux de "véritable féodaux" "affairistes" et "bureaucrates" (11).

Une situation de crise

Le 6 juin, la LIPAD publiait une déclaration expliquant notamment que "jamais les réalisations matérielles ou économiques ne peuvent constituer une justification ou un substitut aux libertés démocratiques". Une crise très grave existait donc ces derniers mois dans les rapports de Sankara et avec ses "alliés naturels". Coincé entre CDR et syndicats, il cherchait visiblement une issue mais se heurtait aux contradictions mêmes de la "révolution burkinabé".

Est-ce ce risque d'isolement qui aurait décidé Compaore et la majorité du CNR à l'éliminer ? Au-delà des querelles de personnes et des conflits de cliques au sein du pouvoir, il semble bien que le vrai problème ait été celui des alliances de classes à nouer autour de l'armée. La révolution des pauvres pouvait-elle se passer des syndicats et des salariés de la ville ?

Aussi, la fin tragique de Thomas Sankara ne peut-elle que relancer le débat sur ces processus révolutionnaires inachevés dont l'Afrique noire est maintenant coutumière. ■

19 octobre 1987

(9) Dans l'organe des CDR du 28 février 1986, un article sur la réforme agraire explique : "il s'agit donc d'embraser la lutte des classes entre les paysans et les forces féodales et rétrogrades. En effet cette forme de lutte de classe semble immédiatement prédominante dans les campagnes".

(10) Le Monde du 23 février 1985. A la fin de l'année 1984 le régime, malgré de bonnes relations officielles avec Moscou, expulsait le premier conseiller de l'ambassade d'URSS, accusé d'entretenir des relations trop visibles avec la LIPAD.

(11) Front syndical. Appel du 18 mai 1987. Signé par neuf syndicats. Document ronéoté.

Réhabilitation pénale

Une campagne internationale

PLUS DE CINQUANTE ANS ont passé maintenant depuis les infâmes procès de Moscou.

Il est étonnant qu'au moment où le gouvernement soviétique s'efforce de démontrer qu'il se préoccupe des "droits de l'Homme" et proclame la nécessité de la "transparence", les accusés de ces procès, à quelques exceptions près, soient toujours considérés coupables d'avoir été des agents payés par les nazis et autres crimes.

P ARMI EUX, CERTAINS ont joué un rôle éminent dans la révolution russe de 1917. La réputation de fondateurs de l'Etat soviétique comme Zinoviev, Radek, Trotsky et Boukharine a été ternie et leurs noms ont été rayés des livres d'histoire. Aujourd'hui, personne ne doute que les "aveux" aux procès - la seule base de l'accusation - n'aient été entièrement faux.

Sept accusés du troisième procès, dont Krestinsky, ont été réhabilités juridiquement et blanchis politiquement.

C'est le cas également pour Toukhatchevski et d'autres qui, en 1937, avaient été jugés secrètement par des tribunaux militaires. Or, les preuves contre ces hommes, reconnues aujourd'hui comme fausses, étaient inséparables des accusations portées contre tous les autres accusés.

Bien sûr, aucun des accusés n'est encore vivant aujourd'hui. Beaucoup d'entre-eux ont été exécutés immédiatement après le procès. D'autres sont morts en prison ou dans des camps de concentration. Léon Trotsky, le principal accusé des trois procès, a été assassiné en exil en 1940. Mais les familles de certains accusés vivent encore en Union soviétique. Des membres de ces familles ont subi eux aussi, la prison ou l'exil. Il faut rappeler que Krouchtchev avait promis de réexaminer ces cas, mais la promesse n'a pas été tenue.

Nous, soussignés, demandons au gouvernement soviétique de réexaminer le cas de toutes ces victimes de la perversion de la justice soviétique, comme il a été fait pour Krestinsky. Nous sommes certains que l'innocence de tous les accusés des procès de 1936-1938 sera

clairement établie. Ils doivent immédiatement être réhabilités et rétablis dans leur honneur, leurs familles doivent être indemnisées et savoir où furent enterrées les victimes des procès.

LISTE DES SIGNATAIRES

- Luis Ignacio Lula Da Silva, Député, Président du Parti des travailleurs (Brésil)
- Pierre Guidoni, Secrétaire national du Parti socialiste (France)
- Ernest Glinne, vice-président du groupe socialiste du Parlement européen (Belgique)
- Ken Livingstone, député, membre de la direction nationale du Parti travailliste (Grande-Bretagne)
- Robert Verdier, président de la commission des questions internationales de la Ligue des droits de l'Homme (France)
- Ian Mikardo, député, ancien président du Parti travailliste (Grande-Bretagne).
- Jiri Hajek, Charte 77, ministre des Affaires étrangères sous Dubcek. (Tchécoslovaquie)
- Professeur Fernando Cardoso, député, président du groupe parlementaire du PMDB (Brésil).
- Gert Petersen, député, président du Parti socialiste populaire (Danemark).
- Erik Solheim, président de la Gauche socialiste (Norvège)
- Franco Russo, député, président du groupe parlementaire Democrazia Proletaria
- Olivio Dutra, secrétaire général du PT (Brésil)
- Jamil Hadad, député, président du Parti socialiste (Brésil)
- Seguro Melendez, secrétaire général du MIR (Venezuela)
- Petra Kelly, député, Parti Vert (RFA)
- Peter von Oertzen, membre de la direction nationale du Parti social-démocrate (RFA)

- Eduardo Jorge, député, membre de la direction nationale du PT (Brésil)
- Florestan Fernandez, député, PT (Brésil)
- Rosario Ibarra, député, candidate à la présidence, Parti révolutionnaire des travailleurs (Mexique)
- Jair Meneguelli, président de la Centrale unique des travailleurs (CUT) (Brésil)
- Martilassen Covas Pontes, vice-président national de la CUT (Brésil)
- Ben Gallin, secrétaire général du syndicat IFAW (Etats-Unis)
- Bala Tampoe, secrétaire général du syndicat CMIGWU (Sri-Lanka)
- Jacques Yerna, secrétaire général de la FGTB (Belgique)
- Jakob Moneta, rédacteur en chef (en retraite) du journal de l'IG Metall (RFA)
- Margarito Montes, secrétaire général du Syndicat général des ouvriers et paysans (Mexique)
- Hugo Blanco, membre du secrétariat national de la Confédération des paysans péruviens (CCP)
- Professeur Noam Chomsky (Etats-Unis)
- Professeur Laurent Schwartz (France)
- Denis Bonvallot, représentant de la CGT auprès de la FSM à Prague 1984-1987 (France)
- Paul Sweezy et Harry Magdoff, rédacteurs en chef de la *Monthly Review* (Etats-Unis)
- S. Stojanovic, rédacteur en chef de *Praxis* (Yougoslavie)
- Perry Anderson et Robin Blackburn, comité de rédaction de la *New Left Review* (Grande-Bretagne)
- Krishna Raj, rédacteur en chef de *Economic and Political Weekly* (Inde)
- Gilbert Wasserman, rédacteur en chef de *M* (France)
- Rathfelder, rédacteur en chef du *Tageszeitung Berlin* (RFA)
- Van Amerongen, rédacteur en chef de *De Groene Amsterdammer* (Pays-Bas)
- Alex Grass, rédacteur en chef du *Wochenzeitung - Zürich* (Suisse)
- Koen Raes, rédacteur en chef du *Vlaams Marxistisch Tijdschrift* (Belgique)
- Dr Annette Rubinstein *, membre du comité de rédaction de *Science et société* (Etats-Unis)
- John Boyd, ancien rédacteur en chef du *Weekly Tribune* (Canada)
- Alain Amicabile, ancien membre du CC du PCF (France)
- Jakob Gorender, ancien membre du CC du PCB (Brésil)
- Luis Zamora, candidat présidentiel MAS (Argentine)
- Lev Kopelev, écrivain (URSS)
- N. Petrov, écrivain (URSS)
- Vlady Chibalchich, peintre (URSS)
- Esteban Volkov (URSS Mexique)

DEPUTES

- Ademir Andrade (Brésil)
 - Keld Albrechtsen (Danemark)
 - Clara Ant (Brésil)
 - Ria Beckers (Hollande)
 - Sydney Bidwell (Grande-Bretagne)
 - José Paulo Bisol (Brésil)
 - Trygve Bull (ancien D) Norvège
 - Mario Campana (Italie)
 - Luigi Cifrani (Italie)
 - Joao Carlos Cocer (Brésil)
 - Jeremy Corbyn (Grande-Bretagne)
 - Benedita da Silva (Brésil)
 - José Luis Diaz Moll (Mexique)
 - Freimut Dive (RFA)
 - Thomas Eberman (RFA)
 - Otavio Elisio (Brésil)
 - Luiza Erundina (Brésil)
 - Francisco Ferramenta (Brésil)
 - José Fortunatti (Brésil)
 - Alberto Franceschi (ancien D) (Venezuela)
 - Raul Messias Franco (Brésil)
 - Berge Furre (ancien D) (Norvège)
 - Mildred Gordon (Grande-Bretagne)
 - Roberto Gouveia (Brésil)
 - Bianca Guidetti Serra (Italie)
 - Virgilio Guimaraes (Brésil)
 - Luis Gushiken (Brésil)
 - Selvino Heck (Brésil)
 - Eric Heffer (Grande-Bretagne)
 - Anne Grete Holmsgard (Danemark)
 - Eduardo Jorge (Brésil)
 - Peter Lankhorst (Hollade)
 - Helmut Lippelt (RFA)
 - Eddy Loyden (Grande-Bretagne)
 - Lysaneas Maciel (Brésil)
 - José Mauricio (Brésil)
 - Nilmaro Miranda (Brésil)
 - Moises Moleiro (Venezuela)
 - Cy Conick (ancien D) (Canada)
 - Ricardo Napuri (ancien D) (Pérou)
 - Jose Genuino Neto (Brésil)
 - Stan Newens (Grande-Bretagne)
 - E. Bruul Olesen (Danemark)
 - Paulo Renato Paim (Brésil)
 - Ricardo Pascoe (Mexique)
 - Vladimir Palmeira (Brésil)
 - Pedro Penalosa (Mexique)
 - Rosalia Peredo (Mexique)
 - Peter Pilz (Autriche)
 - Uldorico Pinto (Brésil)
 - Guido Pollice (Italie)
 - Raul Pont (Brésil)
 - Paulo Ramos (Brésil)
 - Edo Ronchi (Italie)
 - David Rousset (ancien D) (France)
 - Luis Salomao (Brésil)
 - Plinio de Arruda Sampaio (Brésil)
 - Secundo Serrano (Equateur)
 - Joze Smolle (Autriche)
 - Manfred Srb (Autriche)
 - Sandra Starling (Brésil)
 - Gianni Tamino (Italie)
 - Cristina Tavares (Brésil)
 - Steen Tinning (Danemark)
 - J. Ulburghs (Belgique)

- Frank Vandenbroecke (Belgique)
 - Bran Van Der Lek (Hollande)
 - Andrée Van Es (Hollande)
 - Marijke Van Hemeldonck (Belgique)
 - Joao Paulo Vasconcelos (Brésil)
 - Karsten Voigt (RFA)
 - Andreas Wahl (Autriche)
 - De Wasseige (Belgique)
 - David Winnick (Grande-Bretagne)
 - Frieder Wolf (RFA)
 - Jean Ziegler (ancien D) (Suisse)

AUTRES SIGNATAIRES

- Manuel Aguilar Mora (Mexique)
 - Tariq Ali (Pakistan Grande-Bretagne)
 - César Alvarez (Brésil)
 - Chr. Anastasiadis (Grèce)
 - A.M. Babu (Tanzanie)
 - J. Bendien (Nouvelle-Zélande)
 - Wolf Bierman (RDA)
 - Hans Blumenfeld (Canada)
 - Prof. H. Brakemeier (RFA)
 - Peter Brandt (RFA)
 - Fenner Brockway (Grande-Bretagne)
 - Varda Burstyn (Canada)
 - Nora Cipone (Argentine)
 - Perly Cipriano (Brésil)
 - Igor Cornelissen (Hollande)
 - Prof. Jan Craeybeckx (Belgique)
 - Kamel Dagher (Liban)
 - Eugenio Del Rio (Etat Espagnol)
 - Prof. Maghnad Desai (Inde Grande-Bretagne)
 - Guy Delsore (Belgique)
 - Eric Corijn (Belgique)
 - Tamara Deutscher
 - Theun De Vries (Hollande)
 - Prof. Z. Djudjic (Yougoslavie)
 - Silvia Diaz (Argentine)
 - Jiri Dienstbier (Tchécoslovaquie)
 - Ross Dowson (Canada)
 - Ernst Federn (Autriche)
 - Prof. Tring Fetscher (RFA)
 - Magda Flores (Brésil)
 - Paulo Cesar Funghi (Brésil)
 - Ciro Garcia (Brésil)
 - Tarso Genro (Brésil)
 - Adolfo Gilly (Mexique)
 - Prof. Z. Golubovic (Yougoslavie)
 - Ernesto Gonzales (Argentine)
 - Prof. G. Gürsoy (Turquie)
 - Mohamed Harbi (Algérie)
 - Huda Hawa (Liban)
 - Clovis Ilgenfritz (Brésil)
 - Tom Kemp (Grande-Bretagne)
 - Göte Kilden (Suède)
 - Joost Kircz (Hollande)
 - Prof. Leo Kofler (RFA)
 - L. Kohout (Tchécoslovaquie)
 - Alain Krivine (France)
 - Prof. Georges Labica (France)
 - Joanne Landy (Etats-Unis)
 - Michaël Löwy (France)
 - Joao Machado (Brésil)
 - Tomas Matta Machado (Brésil)
 - Livio Maitan (Italie)
 - Ernest Mandel (Belgique)

- Prof. M. Markovic (Yougoslavie)
 - Prof. D. Miconovic (Yougoslavie)
 - François Moreau (Canada)
 - Prof. A. Moscato (Italie)
 - Pierre Naville (France)
 - Prof. W.D. Narr (RFA)
 - Susana Ounei-Small (Nouvelle-Calédonie)
 - Leo Panich (Canada)
 - Marcello Parilli (Argentine)
 - Brian Pearce (Grande-Bretagne)
 - Norman Penner (Canada)
 - Gilles Perrault (France)
 - Mauricio Faria Pinto (Brésil)
 - Paul Piesse (Nouvelle-Zélande)
 - Michel Raptis (Grèce)
 - Sergio Rodriguez (Mexique)
 - Miguel Romero (Etat Espagnol)
 - Clayton Ruby (Canada)
 - J. Sabata (Tchécoslovaquie)
 - Sal Santen (Hollande)
 - Prof. N. Satligan (Turquie)
 - Prof. Savran (Turquie)
 - Ralph Schoenman (Etats-Unis)
 - Ronald Segal (Afrique du Sud Grande-Bretagne)
 - Louis Sinclair (Grande-Bretagne)
 - D.& O Singer (Pologne France)
 - Lotfallah Soliman (Egypte)
 - Joaquim Soriano (Brésil)
 - Cyril Smith (Grande-Bretagne)
 - Francisco de Souza (Brésil)
 - William Sutherland (Fidji)
 - Prof. L. Tadic (Yougoslavie)
 - Cristina Tavares (Brésil)
 - Y. Thanassekos (Grèce Belgique)
 - Petr Uhl (Tchécoslovaquie)
 - Lea Tsemel (Israël)
 - Charles Van Gelderen (Grande-Bretagne)
 - Jean Van Lierde (Belgique)
 - François Vercammen (Belgique)
 - Adao Villaverde (Brésil)
 - Veronika Volkov (Mexique)
 - Michel Warschawski (Israël)
 - Prof. Herman Weber (RFA)
 - Barry Weisleder (Canada)
 - Prof. Susan Weisman (Etats-Unis)
 - Prof. Reg Whitaker (Canada)
 - Prof. W.E. Wilmot (Nouvelle-Zélande)
 - Milton Wolpin (Etats-Unis)
 - Hocine Zahouane (Algérie)
 * Les personnes dont les signatures suient se sont associées à l'appel tout en ayant fait circuler aux Etats-Unis un autre appel rédigé dans des termes un peu diférent, soulignant notamment : "Nous, soussignés des Etats-Unis, qui sommes opposants à la guerre froide et à la politique anti-communiste du gouvernement américain, appelons le gouvernement soviétique à blanchir et réhabiliter les victimes des procès de Moscou".
 - Annette T. Rubinstein
 - Prof. Louis Menashe
 - Prof. Paul Siegel
 - Prof. Michael Goldfield
 - Maître Michael Smith
 - Prof. Morris Slavin
 - Dan Georgakas, écrivain
 - Prof. David Herreshoff

L'ombre de 1929

LE LUNDI NOIR 19 OCTOBRE 1987 constitue un coup très dur pour l'économie capitaliste internationale. Ce jour-là et le lendemain, les bourses sont connues une baisse du cours des actions supérieure à celle du "Jeudi noir" d'octobre 1929 à Wall Street. La perte totale des seuls actionnaires américains est évaluée à 1 000 milliards de dollars. Pour donner un ordre de grandeur, les particuliers ont perdu presque la moitié de l'équivalent de toute la dette publique des Etats-Unis. Les pertes mondiales dépassent 1,500 milliards de dollars, 50% de plus que toute la dette du "tiers-monde".

Ernest MANDEL

LE FAIT QUE LA BOURSE ait recupéré dans les jours suivants une partie de la baisse, ne signifie pas que ces pertes aient été annulées. Ce ne sont pas les mêmes personnes qui ont perdu et qui ont regagné. La grande majorité des petits et moyens actionnaires ont encaissé la perte sans racheter et regagner quoi que ce soit les jours suivants. La chute brutale des cours qui s'est étendue à toutes les bourses du monde capitaliste reflète l'énorme instabilité monétaire qui règne aujourd'hui sur l'économie capitaliste internationale. Le commentaire des praticiens de la méthode Coué, à commencer par madame Thatcher et selon lesquels il n'y aurait pas lieu de s'inquiéter puisque "l'économie réelle" serait saine, est frappé du sceau de l'aveuglement sinon de la volonté délibérée de tromper le public.

Ce qui est justement le propre de la spéculation boursière, c'est qu'elle ne reflète jamais la situation du moment. Elle anticipe, c'est-à-dire, elle traduit des prévisions sur ce qui se passera après-demain. En ce sens, la chute des cours en Bourse correspond aux craintes d'une nouvelle récession généralisée qui se ré-



pendent de plus en plus. En fonction de "l'économie réelle", ces craintes sont tout à fait fondées.

Est-ce à dire qu'un "nouveau 1929" a déjà commencé ? La chute des cours à Wall Street déclencherait-elle une crise économique de la gravité de celle d'après octobre 1929 ? La question est mal posée pour deux raisons.

Tout d'abord, pour qu'un effondrement des cours à la Bourse déclenche une grave crise de surproduction, il faut plusieurs facteurs concomitants. La Bourse s'avère certes le maillon le plus faible de la chaîne. Mais d'autres maillons doivent sauter pour que toute la chaîne cède. Des institutions financières doivent être frappées à mort arrêtant net l'expansion du crédit ; de grandes firmes industrielles doivent faire faillite ; les commandes, la production courante, l'emploi, doivent sensiblement reculer. Tout cela ne s'est pas encore produit. Tout cela peut se produire dans les mois à venir.

Ensuite, en 1929 non plus, on n'est pas passé d'un seul coup du "jeudi noir" à 30% de chômeurs aux Etats-Unis, à 40% en Allemagne. Il a fallu plus de deux ans pour arriver à ce résultat catastrophique.

Paradoxalement, pour le capitalisme, le moyen que les gouvernements impérialistes ont imaginé pour arrêter la chute de Wall-Street, est plus grave que la chute elle-même : l'injection de nouveaux crédits, un nouveau gonflement de la masse monétaire, une nouvelle amplification de la montagne de dettes. Le fait

que ce soit accompagné, contre toute logique, d'une baisse momentanée des taux d'intérêts, ne fait que souligner le caractère "après nous le déluge" de cette pseudo-thérapeutique.

Le déficit persistant de la balance commerciale américaine inonde le monde de dollars dépréciés. Peut-on "attirer" des capitaux étrangers aux Etats-Unis en faisant baisser les taux d'intérêts ? Gageons que les capitalistes japonais et européens réagiront à leur façon. On a appris l'autre jour que dans le Grand Los Angeles, les trois quarts des grands immeubles sont déjà propriété étrangère ! Voilà où aboutit la politique de Gribouille de monsieur Reagan. Il colmate la brèche dans la forteresse en la remblayant de caissons de dynamite. Cela ne préserve pas l'avenir de nouvelles explosions.

Plus que jamais, la spirale d'endettement va s'étendre. A court terme, on peut prévoir la réduction du pouvoir d'achat des consommateurs, un nouveau pas vers la récession. Puis, ce sont les dettes du Tiers-monde, celles des Etats-Unis, celles des banques et bourses japonaises, celles des pouvoirs publics et de la Sécurité sociale en Europe, qui commenceront à dégringoler. Toute la boule de neige s'est mise en mouvement depuis plus d'un an. Le reste n'est qu'une question de chronologie : crise généralisée en 1987 ou en 1988 !

22 octobre 1987